



Développement des communautés au sein
des communautés d'expression anglaise au
Québec : leçons tirées d'un projet de
recherche-action participative

INSTITUT NATIONAL
DE SANTÉ PUBLIQUE
DU QUÉBEC

Québec 

Développement des communautés au sein des communautés d'expression anglaise au Québec : leçons tirées d'un projet de recherche-action participative

Développement des individus
et des communautés

Janvier 2014

AUTEURE

Mary Richardson, Ph. D., anthropologue, chercheure d'établissement
Institut national de santé publique du Québec

EN COLLABORATION AVEC

Shirley Jobson, agente de planification, de programmation et de recherche
Institut national de santé publique du Québec

Joëlle Gauvin-Racine, agente de planification, de programmation et de recherche
Institut national de santé publique du Québec

COMITÉ DE LECTURE

Cheryl Gosselin, professeure
Université Bishop

Jennifer Johnson, directrice exécutive
Réseau communautaire de services de santé et de services sociaux

Kit Malo
Le Centre des organismes communautaires

Lorraine O'Donnell
Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise
Université Concordia et Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

Louis Poirier, chef d'unité
Institut national de santé publique du Québec

Paule Simard, chercheure
Institut national de santé publique du Québec

Normand Trempe, chargé de projet
Institut national de santé publique du Québec

REMERCIEMENTS

Ce projet est une initiative du Réseau communautaire de santé et de services sociaux (RCSSS) et a reçu le soutien financier de Santé Canada. Nous souhaitons également remercier le comité de lecture pour ses commentaires et suggestions fort utiles.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

DÉPÔT LÉGAL – 1^{er} TRIMESTRE 2014
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA
ISBN : 978-2-550-69852-4 (VERSION IMPRIMÉE ANGLAISE)
ISBN : 978-2-550-69853-1 (PDF ANGLAIS)
ISBN : 978-2-550-69831-9 (VERSION IMPRIMÉE)
ISBN : 978-2-550-69832-6 (PDF)

©Gouvernement du Québec (2014)

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES FIGURES	VII
LISTE DES ACRONYMES.....	IX
INTRODUCTION.....	1
1 CONTEXTE DU PROJET.....	3
1.1 Une collaboration avec le Réseau communautaire de services de santé et de services sociaux.....	3
1.2 Un projet de développement des communautés	5
1.3 Communautés d'expression anglaise au Québec : un survol	6
1.4 Nuancer les perceptions courantes.....	9
2 CADRE CONCEPTUEL	11
2.1 Développement des communautés et santé publique	11
2.2 La notion de communauté.....	12
3 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE.....	15
3.1 Recherche-action participative	15
3.2 Portrait de communauté : une méthode participative.....	16
3.3 Choix des communautés.....	18
3.4 Le processus et les techniques de collecte de données.....	19
3.5 Analyse.....	21
4 CONSTATATIONS.....	23
4.1 Six communautés d'expression anglaise : portraits de diversité.....	23
4.1.1 Bonne-Espérance : trois villages éloignés situés près de la frontière du Labrador	24
4.1.2 Sept-Îles, ou « Seven Islands » pour une petite communauté anglophone.....	28
4.1.3 New Carlisle : une communauté historique dans la Baie-des-Chaleurs	31
4.1.4 Sutton : une population d'expression anglaise en mutation dans les Cantons-de-l'Est	37
4.1.5 Laval : une population anglophone, jeune, diversifiée et grandissante ...	40
4.1.6 Saint-Léonard : un arrondissement de Montréal où vit une forte communauté italienne.....	43
4.1.7 Observations intercas	46
4.2 Le portrait des communautés comme méthode de recherche-action participative.....	47
4.2.1 Formes de participation	47
4.2.2 Avantages pour les communautés.....	49
4.2.3 Actions mises en œuvre	51
4.3 Leçons sur le développement des communautés visant les communautés d'expression anglaise au Québec	52

4.3.1	Le terme « communauté » n'a pas le même sens pour tous.....	52
4.3.2	La notion de situation minoritaire varie selon le contexte	54
4.3.3	Le territoire revêt un sens différent pour les groupes en situation minoritaire	54
4.3.4	Le Québec abrite diverses communautés d'expression anglaise.....	55
4.3.5	Malgré cette diversité, les lieux d'activités communautaires sont souvent semblables.....	55
4.3.6	Les organismes communautaires jouent un rôle crucial dans le développement des communautés	55
4.3.7	Les Québécois d'expression anglaise ont des besoins différents de ceux de la majorité francophone sur le plan des services sociaux et de santé	56
4.3.8	Les disparités socioéconomiques sont plus marquées chez les anglophones que chez les francophones.....	56
4.3.9	Les stratégies de développement des communautés doivent s'adapter à ces réalités.....	56
4.3.10	Le renforcement des capacités doit servir à une communauté de pratique	58
CONCLUSION.....		59
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....		65

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Initiatives de réseautage et de partenariats (réseaux régionaux).....	4
Tableau 2	Les communautés choisies pour le processus de portrait des communautés.....	19
Tableau 3	Aperçu des six communautés.....	23
Tableau 4	Groupe de discussion tenu lors des forums.....	41

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Changements dans la taille de la population d'expression anglaise	7
Figure 2	Modification de la proportion de la population d'expression anglaise (PLOP) par région, 1996-2006	8
Figure 3	Processus typique de développement des communautés	17
Figure 4	Participation au projet de recherche-action.....	18
Figure 5	L'emplacement des six communautés qui ont pris part au projet.....	24
Figure 6	Carte de la Basse-Côte-Nord	25
Figure 7	Niveau d'instruction à Bonne Espérance selon.....	27
Figure 8	Niveau d'instruction à Sept-Îles selon la première	30
Figure 9	Proportion de la population dont la langue maternelle est l'anglais ou le français dans différents territoires	33
Figure 10	Niveau d'instruction à New Carlisle par groupe d'âge.....	35
Figure 11	Niveau d'études pour Sutton, par groupe linguistique (PLOP)	39
Figure 12	Langue maternelle, Saint-Léonard, 2006.....	44

LISTE DES ACRONYMES

RCSSS	Réseau communautaire de santé et de services sociaux
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
PLOP	Première langue officielle parlée
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
IRP	Initiative de réseautage et de partenariats

INTRODUCTION

Le présent rapport fait état d'un projet en développement des communautés réalisé de 2009 à 2013 par l'Institut national de santé publique en collaboration avec le Réseau communautaire de santé et de services sociaux (RCSSS), un organisme qui s'attache à améliorer la vie des Québécois d'expression anglaise. Voici l'objectif en trois volets de ce projet :

- améliorer les connaissances au sujet des communautés d'expression anglaise au Québec;
- créer des outils permettant de mobiliser ces communautés;
- soutenir les communautés dans la mise en œuvre de démarches de développement des communautés.

Nous avons réalisé le portrait de six communautés d'expression anglaise situées dans diverses régions du Québec, représentant des réalités socioéconomiques, démographiques et géographiques très différentes.

Après la présentation du contexte de réalisation de ce projet, y compris un survol de la situation des anglophones dans la province, nous discuterons du cadre conceptuel du projet ainsi que de la méthodologie employée. Viendront ensuite nos constatations dans le cadre de trois sous-sections : portraits de six communautés, réflexions sur les portraits de communautés en tant que méthode de recherche-action participative, et leçons retenues au sujet du développement des communautés parmi les communautés d'expression anglaise au Québec.

Ce rapport vise à diffuser auprès d'un vaste lectorat les connaissances acquises dans le cadre de ce processus et d'apporter une modeste contribution à la pratique du développement des communautés, en particulier dans le secteur de la santé publique, notamment. Bien sûr, une analyse critique beaucoup plus en profondeur pourrait être menée avec l'appui d'autres recherches, puisque ce projet constitue une première tentative sans précédent visant à explorer la recherche-action participative auprès des communautés d'expression anglaise au Québec, dans une perspective de développement des communautés, tel que les professionnels de la santé publique le pratiquent.

1 CONTEXTE DU PROJET

Dans la présente section, nous décrivons le RCSSS et les objectifs du projet. Nous présentons ensuite, à l'aide de données démographiques, un bref survol de la situation des Québécois d'expression anglaise, suivi de quelques renseignements socioéconomiques qui nuancent les perceptions généralement admises au Québec concernant les anglophones et les communautés auxquelles ils appartiennent.

1.1 UNE COLLABORATION AVEC LE RÉSEAU COMMUNAUTAIRE DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

En 2009, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a reçu un financement du RCSSS afin d'entreprendre trois projets dans le cadre d'une initiative visant à améliorer les connaissances au sujet de la population d'expression anglaise du Québec. Des discussions entre le RCSSS et l'INSPQ ont permis à ces deux organismes de définir ces projets et de s'entendre quant à leur réalisation. Le premier projet portait sur les caractéristiques socioéconomiques et l'état de santé des personnes dont la langue maternelle est l'anglais comparativement aux francophones et aux allophones (personnes dont la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais, ni une langue autochtone). Ces travaux ont nécessité des analyses statistiques menées à partir des bases de données disponibles (voir INSPQ 2012; Auger *et al.* 2012). Le deuxième projet concernait l'adaptation de services de santé et de services sociaux destinés aux anglophones. Il a nécessité une revue de la documentation et des analyses de données tirées de sondages (voir INSPQ, 2011). Le troisième projet est celui dont il est question ici et qui porte sur le développement des communautés. Cette initiative de développement des connaissances a fait l'objet d'une entente entre l'INSPQ et le RCSSS, organisme fondé en 2002 en réponse à certaines difficultés auxquelles étaient confrontées les communautés d'expression anglaise au Québec, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et aux services sociaux.

Les objectifs clés du RCSSS consistent à améliorer la vitalité des communautés d'expression anglaise en situation minoritaire et à améliorer leur accès aux services de santé et aux services sociaux. Le réseau vise à appuyer ces minorités dans leurs efforts de développement de l'infrastructure communautaire et d'édification de relations et de partenariat stratégiques au sein du système de santé et de services sociaux du Québec afin d'améliorer l'accès aux services (RCSSS, 2004). Cette façon de faire est née d'un modèle élaboré par le Holland Centre à Québec (maintenant connu sous le nom de Partenaires communautaires Jeffery-Hale) et qui a été étendu à toute la province.

Les projets et les partenariats du RCSSS relient les communautés et les partenaires publiques dans le but de renforcer les réseaux aux échelles locales, régionales et provinciales afin de se pencher sur les déterminants de la santé, d'influencer les politiques publiques et développer les services. Par l'intermédiaire de ce qui est appelé l'« Initiative de réseautage et de partenariats » (IRP), le RCSSS a contribué à la création de 18 réseaux régionaux dans toute la province. Ces réseaux reçoivent l'appui du RCSSS sous bien des

formes, notamment la formation, l'encadrement, le développement et le transfert des connaissances, les communications et bien plus (voir l'annexe 1).

Il y a des réseaux régionaux issus de l'IRP dans bien des régions de la province, comme le montre le tableau suivant.

Tableau 1 Initiatives de réseautage et de partenariats (réseaux régionaux)

Région	Réseau
Abitibi-Témiscamingue	Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda
Bas-Saint-Laurent	Heritage Lower Saint-Lawrence
Capitale-Nationale	Jeffery Hale Community Partners
Chaudière-Appalaches	Megantic English-Speaking Community Development Corp. (MCDC)
Estrie	Association des Townshippers (régions de l'Estrie et de la Montérégie Est)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Committee for Anglophone Social Action (CASA) Magdalen Islands Network for Anglophones (MINA) Vision Gaspé Percé Now (VGPN)
Laurentides	4 Korner's Family Resource Centre
Laval	Association amicale des jeunes et parents, AGAPE.
Montérégie	The Assistance and Referral Centre (Rive sud) Réseaux Emploi Entrepreneurship (Vaudreuil-Soulanges)
Montréal	The African Canadian Development & Prevention Network (ACDPN) Réseau de l'est de l'île pour des services en anglais, ou REISA CCS Community Services
Côte-Nord	Lower North Shore Coalition for Health (LNSCH) Association communautaire de la Côte-Nord (NSCA)
Outaouais	Réseau de la santé et des services sociaux pour les anglophones de l'Outaouais (OHSSN)

Ces réseaux régionaux représentent des réalités très différentes. Certains ont un territoire très vaste tandis que d'autres ne visent que quelques quartiers urbains. Certains territoires sont très hétérogènes (à divers plans : social, culturel ou économique par exemple), tandis que d'autres présentent un fort degré de cohérence quant à l'historique et la culture des membres de la communauté, lesquels sont donc susceptibles d'avoir en commun des valeurs, des styles de vie et des antécédents similaires. Ces réseaux se trouvent en milieu

urbain, en milieu rural, et en région éloignée, et certains réseaux regroupent des communautés de tous les types.

Au-delà de leurs différences, les réseaux régionaux de l'IRP ont en commun un certain nombre de principes, notamment l'action fondée sur les connaissances (définition des actions à la lumière des données statistiques et autres types d'éléments de preuve) ainsi que le partenariat avec les établissements publics et les organismes communautaires. On s'attend à ce que les mesures prises par les réseaux régionaux donnent lieu aux résultats suivants :

- adaptation et coordination accrues des services de santé et des services facilitant l'accès à toute la gamme de services en anglais;
- activités de partenariat accrues entre les réseaux de la communauté et le système public de santé et de services sociaux;
- plus grande sensibilisation des intervenants qui coordonnent les efforts visant à répondre aux besoins des communautés d'expression anglaise en matière de services de santé et de services sociaux;
- diffusion et adoption accrues de connaissances, de stratégies, de modèles innovateurs de prestation de services et de pratiques exemplaires relativement aux besoins des communautés d'expression anglaise en matière de services de santé et de services sociaux (RCSSS, Priorités d'investissement 2009-2013).

1.2 UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS

Dans le cadre du travail effectué en collaboration avec le RCSSS, le projet de développement des communautés vise à acquérir une meilleure compréhension de ce type de développement au sein des communautés d'expression anglaise au Québec et de soutenir les réseaux du RCSSS au moyen d'outils et de formation adaptés à la conduite d'activités en développement des communautés. En fin de compte, ce projet vise à explorer comment l'approche en développement des communautés pourrait prendre en compte les réalités des groupes en situation minoritaire tels que les communautés d'expression anglaise au Québec. En d'autres termes, que pouvons-nous apprendre au sujet du développement des communautés en travaillant avec les communautés d'expression anglaise au Québec?

Il y a donc trois objectifs à ce projet :

- améliorer les connaissances au sujet des communautés d'expression anglaise au Québec (c.-à-d., recherche);
- créer des outils de mobilisation de ces communautés (c.-à-d., transfert de connaissances);
- soutenir les communautés dans la mise en œuvre de démarches de développement des communautés (c.-à-d., formation et accompagnement).

Ces trois objectifs ont été poursuivis simultanément, puisque le processus de développement des connaissances était participatif et supposait la participation du réseau RCSSS au processus, ce qui a permis à ses membres d'avoir accès à des outils, à de la formation et à du soutien tout au long du projet. Il s'agissait d'un projet de recherche-action

participative axé sur la communauté qui visait à échanger des connaissances et de l'expertise élaborées à l'INSPQ dans le domaine du développement des communautés, à compléter cette base de connaissances et à soutenir le RCSSS dans son travail d'application de ces connaissances au sein des communautés du réseau. Un exemple de connaissances et d'expertises fournies par l'INSPQ est la méthode de réalisation des portraits de communautés. Ces derniers ont souvent constitué l'étape initiale des processus de développement des communautés, notamment au sein du Réseau québécois des Villes et Villages en santé. En consultation avec le personnel du RCSSS, l'auteure a choisi dès le début de réaliser des portraits de communauté contenant des renseignements sur des thèmes comme l'histoire, les changements démographiques, la vie sociale, l'économie, les revenus et les emplois, le niveau d'instruction, l'environnement naturel et bâti, ainsi que la santé et le bien-être. Les questions d'appartenance et d'identité, du degré de préparation de la communauté et de la gouvernance ont également été explorées dans le cadre du processus.

Plus loin, nous décrivons le projet plus en détail, mais d'abord, nous présenterons un bref survol de la situation des Québécois d'expression anglaise dans l'histoire et de nos jours, puisqu'une meilleure compréhension des transformations vécues par les groupes d'expression anglaise au Québec peut contribuer à faire la lumière sur leur réalité actuelle.

1.3 COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE AU QUÉBEC : UN SURVOL

Depuis la Conquête britannique en 1759, la population anglophone du Québec a connu d'importants changements démographiques, politiques et sociaux. Jusqu'en 1945 environ, la proportion de francophones et d'anglophones est demeurée relativement stable. La population francophone est cependant demeurée fortement enracinée au Québec, tandis qu'il y a eu un important taux de roulement parmi les anglophones, puisque bon nombre de ses membres ont quitté le Québec pour s'installer dans d'autres provinces et que de nouveaux immigrants ont intégré la population d'expression anglaise. Par conséquent, de nombreux Québécois d'expression anglaise n'avaient pas de racines profondes au Québec. Par exemple, en 1971-1972, 88 % des parents des élèves francophones du secondaire étaient nés au Québec, comparativement à seulement 44 % des parents des élèves anglophones du secondaire (Caldwell, 1978). L'exode des anglophones de la province ne s'est accentué qu'au cours des années 1970 et 1980 en raison de changements d'ordre politique. Ainsi, de 1971 à 2001, la population dont l'anglais était la langue maternelle a chuté de 25 %, pour ne représenter que 8,3 % au lieu de 13,1 % de la population du Québec. Entre-temps, la population francophone a légèrement augmenté (de 80,7 % à 82,5 %), tandis que la proportion de la population allophone a presque doublé par rapport à l'ensemble de la population (de 6,2 % en 1971 à 10,3 % en 2001) (Parenteau *et al.*, 2008).

Puis au cours de la période de 1996 à 2006, la population d'expression anglaise du Québec (celle dont la première langue officielle parlée [PLOP] est l'anglais) a augmenté de 68 880, sa proportion par rapport à la population de la province en 2006 ayant légèrement dépassé celle de 1996. La période de 2001 à 2006 a été marquée par une croissance pour la plupart des populations régionales anglophones, et par une légère baisse démographique uniquement parmi les groupes anglophones de la Côte-Nord et de Gaspésie - Îles-de-la-

Madeleine. Par rapport à l'ensemble de la population, seules l'Estrie et les Laurentides ont affiché une baisse démographique régionale. Les régions où la population d'expression anglaise a le plus augmenté étaient Montréal, Laval, la Montérégie et l'Outaouais. Les graphiques ci-après montrent l'évolution de la taille de la population d'expression anglaise de 1996 à 2006 et l'évolution de la proportion de cette population au cours de la même période.

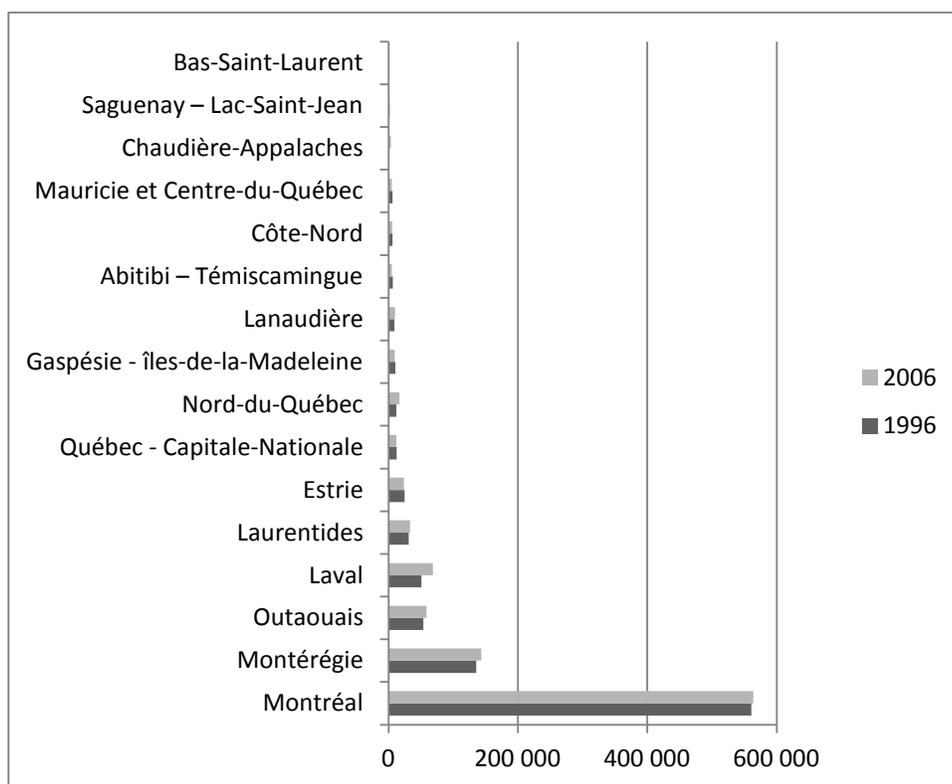


Figure 1 Changements dans la taille de la population d'expression anglaise

Source : RCSSS, Rapport de données de base 2008-2009.

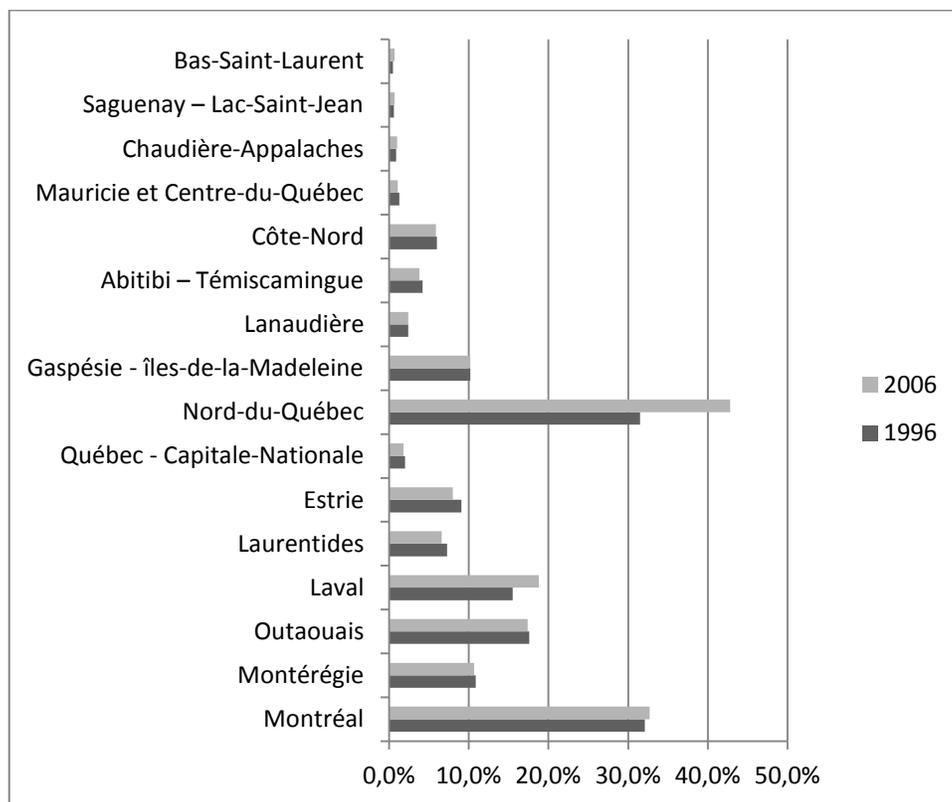


Figure 2 Modification de la proportion de la population d'expression anglaise (PLOP) par région, 1996-2006

Source : RCSSS, Rapport de données de base 2008-2009.

Mais comment définir une personne « d'expression anglaise »? Pour les besoins du présent projet, la population d'expression anglaise du Québec comprend les citoyens de l'ensemble de la province qui choisissent d'employer l'anglais et qui s'identifient à la communauté d'expression anglaise. Il s'agit d'une auto-identification qui s'exprime par l'appartenance à des organismes ou à des groupes au service des anglophones ou par la réponse à une invitation publique à prendre part à un rassemblement communautaire, par exemple. Pour certaines de ces personnes, l'anglais est leur langue maternelle, tandis que pour d'autres, l'anglais est la première langue officielle qu'ils parlent, et leur langue maternelle est une langue autre que l'anglais ou le français. Dans les régions de forte immigration (notamment dans la région de Montréal), le déclin de la population anglophone a été atténué par la présence de certains allophones qui ont l'anglais comme deuxième langue.

L'évolution de cette réalité démographique pose plusieurs défis aux communautés d'expression anglaise, tels que les problèmes relatifs au vieillissement de la population et de l'exode parmi les aidants naturels et les jeunes. Par exemple, parmi la population dont l'anglais est la langue maternelle, 8,3 % ont quitté le Québec pour aller s'établir dans le reste du Canada de 1991 à 1996; ensuite, de 1996 à 2001, ce pourcentage s'est élevé à 8,9 %. Or, pour l'ensemble de la population, ces taux n'étaient que de 1,6 % et 1,7 % pour ces mêmes périodes. Les anglophones plus jeunes étaient les plus susceptibles de quitter la

province : 15,8 % des jeunes de 25 à 34 ans sont partis, tandis que ce pourcentage est beaucoup moins élevé pour la population de 65 ans et plus (Parenteau *et al.*, 2008). Cela signifie souvent que les générations qui incarnent l'avenir de leur communauté et qui peuvent prendre soin des membres vieillissants de leur famille ne sont pas là pour le faire. Ceux qui restent sont parfois surchargés par leurs fonctions d'aidant naturel, et la structure d'âge de la communauté penche alors vers les groupes d'âges plus avancés, ce qui a une incidence parfois marquée sur la santé et le besoin de services.

Ces enjeux sont de bons indicateurs de la vitalité démographique, dimension importante de la santé des communautés et qui fait référence aux caractéristiques des communautés telles que le taux de vieillissement et de chômage, la proportion d'aidants naturels par rapport aux aînés, la taille de la population et, dans le contexte québécois, le degré de bilinguisme (RCSSS, 2003). Bien comprendre la vitalité démographique permet aux travailleurs de la santé, aux municipalités, aux décideurs et aux citoyens de planifier adéquatement les services, activités et programmes qui répondront aux besoins de la collectivité. Par exemple, si une communauté compte une forte proportion d'aînés, les générations d'aidants naturels assument une portion plus lourde des soins à prodiguer, et il faudra peut-être prendre des mesures pour répondre à la fois aux besoins des aînés et de leurs aidants naturels. Ou bien, lorsque la population d'une communauté disparaît progressivement, les services communautaires et les structures institutionnelles perdent un capital humain vital et les réseaux sociaux s'érodent; la planification doit donc porter sur le renforcement du tissu social. Pour ce faire, il faut par exemple susciter les occasions de créer et de renforcer les liens entre les membres de la communauté.

1.4 NUANCER LES PERCEPTIONS COURANTES

Un des objectifs du projet étant de mieux connaître les communautés d'expression anglaise au Québec, la première étape consistait à démystifier ces communautés en tentant de comprendre plus en profondeur certaines d'entre elles, afin de démontrer les diverses réalités en place (voir Richardson *et al.*, à paraître). Parmi les mythes qui doivent être revisités, figure notamment l'idée selon laquelle les anglophones du Québec sont riches et scolarisés et qu'en tant que communautés, ils sont autosuffisants et possèdent leurs propres établissements (Pocock et Hartwell, 2010). L'image des Montréalais bien nantis persiste encore dans l'imaginaire de bien des Québécois, malgré la preuve que ce stéréotype ne s'est jamais appliqué à la majorité des Québécois d'expression anglaise et qu'il est encore moins représentatif que jamais.

D'abord, l'image selon laquelle les anglophones sont blancs, anglo-saxons et protestants est trompeuse. La communauté d'expression anglaise a toujours été diversifiée (elle était au départ composée d'Anglais, d'Écossais, de Gallois et d'Irlandais, de catholiques, de juifs et de divers groupes protestants, entre autres) et cette diversité s'est accentuée au fil du temps pour finalement englober des personnes originaires de nombreuses régions du monde. Cette diversité a toujours supposé également une certaine fragmentation culturelle de la population, puisque les anglophones n'ont pas nécessairement tous les mêmes origines culturelles et religieuses (Caldwell, 1978). Aujourd'hui, la communauté d'expression anglaise est composée de nombreuses sous-communautés multiculturelles et multiraciales (Maynard,

2007), en particulier dans la région de Montréal (RCSSS, 2012). Cette réalité est en partie historique, puisqu'il y a toujours eu de la diversité parmi la population anglophone, mais elle a aussi été amplifiée par l'exode de nombreux Québécois d'expression anglaise au cours des dernières décennies (Parenteau *et al.*, 2008) ainsi que par l'arrivée de nouveaux immigrants.

En outre, le contexte dans lequel les anglophones évoluent varie grandement. Tandis que la majorité de la population dont l'anglais est la première langue officielle vit dans la région de Montréal (environ 80 %) [Corbeil *et al.*, 2010], de nombreuses communautés d'expression anglaise se trouvent dans des régions rurales ou éloignées de la province. Dans certains cas, la population d'expression anglaise représente une infime proportion de la population locale, tandis que dans d'autres municipalités, elle représente parfois un pourcentage important, voire une majorité (pour consulter une carte interactive, voir : <http://www.cbc.ca/montreal/features/livingenglish/anglophone-census-map/>).

Socio-économiquement, la population anglophone était autrefois bien représentée au sein de l'élite économique et politique du Québec. Les capitaux anglais avaient la mainmise sur bien des secteurs économiques et les revenus des anglophones étaient beaucoup plus élevés *en moyenne* que ceux des francophones et ce, pendant la majeure partie de l'histoire du Québec. Cependant, la stratification sociale parmi les anglophones a toujours été bien plus marquée que ne le laissent croire les stéréotypes associés à ces réalités; il suffit d'examiner l'histoire des ghettos irlandais à Montréal et à Québec, les luttes des employés juifs de l'industrie du textile à Montréal ou la pauvreté parmi les familles rurales des régions de Gaspé ou de Mégantic pour le constater (Caldwell, 1978). Encore aujourd'hui, la pauvreté est une réalité pour bien des Québécois d'expression anglaise et, dans certaines régions, le fossé entre francophones et anglophones est important. Bien qu'il y ait clairement des anglophones qui se situent dans la catégorie des revenus les plus élevés, les faibles revenus et les faibles niveaux d'instruction caractérisent certaines régions et certains sous-groupes (RCSSS 2010), parmi lesquels les minorités visibles dont l'anglais est la première langue officielle parlée sont particulièrement désavantagées (RCSSS, 2012).

En fait, dans l'ensemble, une plus grande proportion d'anglophones que de francophones (de langue maternelle) se trouve au chômage et sous le seuil de faible revenu, bien que les revenus moyens soient plus élevés parmi les anglophones et que ces derniers soient plus susceptibles de détenir un diplôme universitaire (INSPQ, 2012). Ce fait illustre une plus grande polarité des indicateurs socioéconomiques aux deux extrémités du spectre de revenus, mettant ainsi en évidence des disparités flagrantes entre les classes sociales et les régions, qui sont camouflées lorsque seules les moyennes provinciales sont prises en compte. En fait, les disparités socioéconomiques sont plus marquées parmi les anglophones de la grande région de Montréal en particulier, surtout chez les hommes, et les disparités régionales sont plus fortes parmi la population anglophone que parmi la population francophone (*ibid.*). L'image de l'élite scolarisée et privilégiée économiquement n'est donc pas représentative du groupe dans son ensemble. Il est clair qu'il faut un aperçu plus sensible afin de nuancer ce portrait.

2 CADRE CONCEPTUEL

Dans cette section, nous présentons un bref survol du développement des communautés, tel que les acteurs du milieu de la santé publique le conçoivent. Viennent ensuite quelques réflexions sur le concept de communauté, qui est au cœur de l'approche en développement des communautés.

2.1 DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS ET SANTÉ PUBLIQUE

L'approche en développement des communautés mise de l'avant dans le domaine de la santé publique vise, d'une part, la prise de mesures relativement aux déterminants sociaux de la santé et, d'autre part, la diminution des inégalités de santé (OMS, 2009). La santé publique a sa propre manière de considérer le développement des communautés et des raisons précises de considérer cette approche comme une partie intégrante de sa stratégie. Dans les années 1980, la santé publique a commencé à s'intéresser davantage à la communauté parce qu'on s'est rendu compte que la prévention des maladies chroniques et la lutte contre ces dernières étaient beaucoup plus complexes comparativement à ce qu'il en était pour les maladies infectieuses. Il est maintenant largement admis que les maladies chroniques sont profondément ancrées dans le mode de vie et le contexte collectif; ainsi, pour lutter contre les maladies chroniques, il faut tenir compte de l'environnement collectif (Chrisman, 2005). Cela signifie que la santé des individus et de la collectivité peut être améliorée si des mesures sont prises à l'échelle du milieu dans le but de créer une communauté saine. Les stratégies d'action suivantes sont associées au développement des communautés en santé :

- la participation citoyenne;
- la concertation intersectorielle et le partenariat;
- l'adoption de politiques publiques favorables à la santé;
- le renforcement des capacités.

Le principe sous-jacent est le suivant : renforcer le pouvoir d'agir des personnes et des communautés permet de donner à celles-ci une meilleure emprise sur leur santé et leur avenir, tout en réduisant les inégalités entre les membres de la collectivité. Cela se traduit par le renforcement de la capacité de la collectivité afin qu'elle se structure elle-même de manière à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de ses membres. Des facteurs comme la vie démocratique, la dynamique de la communauté et le capital social, notamment, contribuent tous à la santé et au bien-être de la communauté (Simard, 2011).

Dans le secteur de la santé publique, le développement des communautés est à la fois un champ d'action, puisque des employés sont spécialement affectés au travail en collaboration avec la collectivité (les organisateurs communautaires en particulier) ainsi qu'une approche à valeur ajoutée. Le développement des communautés s'entend d'« un processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre les résidents et les institutions d'un milieu local » (INSPQ et MSSS, 2002, p. 16). Le but est d'améliorer les conditions de vie, tant sur le plan social, culturel, environnemental et économique. Il s'agit donc d'une forme de mesures collectives prises pour résoudre les difficultés d'une collectivité

en ce qui a trait aux conditions et à la qualité de vie sur un territoire donné. Il prend forme par l'intermédiaire de la participation citoyenne des membres de la collectivité et des autres acteurs sociaux, qui définissent les initiatives nécessaires à l'atteinte des priorités de développement de la communauté (Bourque, 2008, dans Mercier, 2009). Il existe de nombreuses autres définitions qui incluent en général des objectifs de renforcement du pouvoir d'agir et d'action collective fondés sur les atouts locaux. Par exemple, l'Organisation des Nations Unies définit le développement des communautés comme un processus visant à mettre en place des conditions facilitant le progrès économique et social de toute une communauté avec la participation active de cette dernière et en se fondant le plus possible sur l'initiative de ses membres (Organisation des Nations Unies, 1955). Ces définitions découlent du principe selon lequel, dans toute communauté, il y a un bagage de connaissances et d'expérience qui, utilisé de manière créative, peut être canalisé en action collective visant la réalisation des objectifs déterminés par la communauté. Les professionnels qui appliquent l'approche en développement des communautés travaillent aux côtés de ces dernières pour les aider à bâtir des relations avec les personnes et les organismes clés et à déterminer les préoccupations communes. Ils offrent à la communauté l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences et, en permettant aux gens d'agir ensemble, les professionnels du développement des communautés contribuent à renforcer l'inclusion et l'égalité sociales.

Le développement des communautés faisant partie intégrante du programme de santé publique du Québec (MSSS, 2003; 2008), des travaux sont menés à l'Institut national de santé publique du Québec. Ce plan définit le développement des communautés comme une stratégie de mise en œuvre de la « responsabilité populationnelle » des centres de santé (Centres de santé et de services sociaux, ou CSSS), c'est-à-dire de leur mandat de répondre aux besoins des populations sur leur territoire. Chaque centre de santé choisit les priorités sur lesquels il se concentre en fonction des réalités locales. Le mandat de chacun est de chercher à bien connaître et comprendre la communauté, d'utiliser l'expertise dont il dispose en ce qui touche le développement des communautés ainsi que d'encourager et soutenir l'action citoyenne. À ce titre, les employés (notamment les organisateurs communautaires) sont souvent l'instrument de l'acquisition d'une connaissance approfondie des communautés locales, de la détermination des besoins locaux et de l'élaboration et du maintien de partenariats entre les différentes parties intéressées (groupes communautaires, organisations, municipalités, etc.) afin de répondre à ces besoins.

Force est de constater que le développement des communautés est à la fois, un mandat, une profession, une façon de travailler avec les communautés, un processus et, on le souhaite, un résultat. Il suppose des mesures pour résoudre les difficultés locales et encourager la participation des résidents et des groupes locaux afin d'orienter les mesures prises.

2.2 LA NOTION DE COMMUNAUTÉ

Toute tentative visant à définir la notion de « communauté » est complexe et l'exercice s'avère difficile. La principale difficulté est liée au fait que cette notion est souvent utilisée de façon non éclairée et a tendance à être idéalisée. Il n'en demeure pas moins que la notion

de communauté est au cœur du développement des communautés. Selon Zygmunt Bauman : « Nous pensons que la communauté est toujours une bonne chose [...] elle est un lieu chaleureux, accueillant et confortable » (2001, p. 1). Il poursuit en disant, « ce que ce mot évoque est tout ce que nous n'avons pas et qui nous manque pour nous sentir en sécurité et en confiance. Bref, la "communauté" représente un type de monde qui n'est malheureusement pas à notre portée mais dans lequel nous souhaiterions ardemment vivre et duquel nous aimerions reprendre possession » (*ibid.*, p. 3).

La « communauté » semble susciter deux tendances : celle de se tourner vers le passé et de la considérer comme des temps « meilleurs » et plus heureux, voire un « paradis perdu », et celle de se tourner vers l'avenir et de considérer une ère où les communautés vivront en harmonie, et où régneront l'amitié et la camaraderie (Stepney et Popple, 2008, p. 7). Bien qu'aucune de ces visions ne soit entièrement fallacieuse, elles idéalisent toutes deux ce qu'est la communauté et ignorent certaines des dures réalités qui peuvent faire partie de la vie d'une collectivité, telles que l'exclusion sociale, l'étroitesse d'esprit, le racisme, les pratiques sexistes, les agressions, etc. Comme Raymond Williams l'a fait remarquer : « contrairement à tous les autres termes qui désignent une organisation sociale (état, nation, société, etc.), la communauté ne semble jamais être utilisée négativement, et ne jamais se voir opposer un terme positif ou distinctif » (1976, cité dans Stepney et Popple, 2008, p. 9). Cette force immuable de l'idée qu'on se fait de la communauté semble être liée au sens de sécurité et d'appartenance qu'elle procure « dans un monde où règnent l'insécurité et le risque où la mondialisation rapide et le culte de l'individu sont des influences puissantes ».

Les définitions de la communauté réfèrent en général à un groupe de personnes liées entre elles par des caractéristiques communes telles que le lieu, l'identité ou les intérêts. La communauté est considérée comme une unité plus grande que la famille, les réseaux ou les groupes sociaux, mais plus petite que les composantes plus complexes de la société telles que la ville, l'État ou l'entreprise multinationale. Elle est également perçue comme le lieu de production, de socialisation, de participation, de normes et de mécanismes de régulation sociale.

Pour les besoins des initiatives de communautés en santé, le concept de communauté s'entend de « l'environnement où les gens vivent leur vie quotidienne, que ce soit leur paroisse, leur quartier ou leur ville. Envisagées sous cet angle, les communautés sont des régions spatialement définies qui ont un sens pour les personnes qui y vivent, mais dont les contours demeurent quelque peu vagues et qui ne correspondent pas nécessairement à des frontières administratives officielles » (Simard, 2009 [2011]). Dans ce contexte, une communauté est également un « espace » investi d'un certain pouvoir de prise de décision.

Dans le contexte du Québec, lorsque nous parlons de *communauté* (ou communautés) d'expression anglaise, ce terme fait référence à plusieurs paliers différents d'organisation sociale :

- le vaste groupe sociolinguistique (souvent mentionné comme une communauté de langue officielle en situation minoritaire, les francophones hors Québec par exemple), auquel les gens peuvent s'identifier ou non;
- la communauté d'identité formée d'anglophones dans les différentes régions du Québec, telles que les Cantons-de-l'Est, la Gaspésie ou la région de Québec;

- les nombreuses communautés géographiquement définies où les anglophones vivent et travaillent, comme un village, une ville ou un comté.

Aux fins du présent projet, nous préciserons ce que nous entendons par communauté dans différents contextes, qu'il s'agisse d'une municipalité, ou d'une autre catégorie sociale ou de territoire géographique. En outre, nous ne supposerons pas que tous les membres de la communauté partagent les mêmes réalités, intérêts ou perspectives ni que certains membres peuvent s'exprimer au nom de tous. Dans le cas des portraits de communautés décrits ci-dessous, seule une partie de la population d'expression anglaise a participé au processus. Nous ne pouvons donc pas retenir l'hypothèse selon laquelle leur point de vue pourrait représenter celui de la communauté dans son ensemble, même si cela pourrait très bien être le cas.

Le terme « développement » est tout aussi complexe, difficile à cerner et souvent idéalisé. Idée et pratique née dans le contexte colonial de l'après-guerre, il était un moyen pour les pays pauvres de « se rattraper ». Du point de vue d'une anthropologue qui œuvre au sein du système de santé publique au Québec, Jocelyne Côté (2009) a présenté une excellente analyse critique (que nous ne reprendrons pas ici) du développement et des notions qui y sont associées. Malgré de nombreux *a priori* problématiques inhérents au terme « développement », ce dernier a acquis une signification beaucoup plus axée sur le pouvoir d'agir dans le cadre du travail auprès des communautés locales. En voici quelques exemples au Canada : l'initiative *Vibrant Communities* (des communautés dynamiques) de l'Institut Tamarack et le travail de Paul Born en particulier (Born, 2008); l'initiative des centres scolaires communautaires, au Québec, qui est très active sur le plan de la promotion du développement des communautés par l'utilisation des écoles comme lieux d'activités communautaires où les anglophones peuvent se rencontrer, ce qui permet d'organiser des activités en dehors des heures de classe; le *Quebec Community Groups Network* (QCGN), dont le travail s'articule largement sur la « vitalité des communautés » à titre d'approche importante en matière de développement des communautés; et pour terminer, certains groupes de développement économique, tels que la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC), qui utilisent le concept de développement des communautés dans leur documentation. Toutes ces initiatives sont à mille lieues du contexte colonial qui a vu le terme *développement* acquérir son sens populaire.

3 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

Nous présentons ci-dessous l'approche adoptée dans le cadre de ce projet, soit la recherche-action participative. Nous nous tournons ensuite vers la méthode utilisée pour réaliser les portraits de six communautés d'expression anglaise au Québec et ensuite, nous présentons les critères utilisés pour choisir ces communautés ainsi que la collecte et l'analyse de données. Dans la section subséquente, nous présentons les constatations issues du projet.

3.1 RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE

Compte tenu des objectifs du projet, notamment la contribution aux connaissances sur les communautés d'expression anglaise ainsi que la formation et le soutien offerts aux groupes membres du RCSSS, nous avons choisi d'adopter une approche inspirée de la recherche-action participative (RAP) (voir Richardson *et al.*, à paraître). La recherche-action participative est souvent utilisée dans les cas où la recherche a deux visées : d'une part, l'acquisition de nouvelles connaissances par la collecte, l'analyse et l'interprétation systématiques de données, et d'autre part, la résolution de difficultés concrètes par le truchement de la participation des personnes concernées à l'analyse des difficultés et à la définition des moyens à prendre pour les régler. Soulignons ici la cohérence avec les stratégies et les principes du développement des communautés, tels que la participation citoyenne, le renforcement des capacités et le renforcement du pouvoir d'agir. Toutefois, la participation, l'action et la recherche peuvent chacune se voir attribuer une importance différente dans un projet donné, selon les objectifs poursuivis et l'urgence de la situation à régler.

En général, la RAP fait référence à « une école d'approches qui ont en commun une philosophie centrale d'inclusion et de reconnaissance de l'importance d'engager dans le processus de recherche (au lieu de les inclure uniquement à titre de sujets de la recherche) ceux qui sont désignés comme les bénéficiaires, les utilisateurs et les parties intéressées de la recherche » [TRADUCTION] (Cargo et Mercer, 2008, p. 326). Elle combine la recherche à l'éducation (ou co-apprentissage) et à l'action collaborative coordonnée afin de démocratiser le processus de production des connaissances. En d'autres termes, les participants qui n'appartiennent pas au milieu universitaire ne se trouvent pas en périphérie de la production de connaissances, mais font partie intégrante d'un partenariat complémentaire entre l'expertise théorico-méthodologique ainsi que les connaissances et l'expérience concrète. Ainsi, la RAP vise à combler le fossé entre la recherche et l'action, grâce à l'éducation de toutes les parties concernées à titre de partie intégrante du processus (*ibid.*).

Il y a différentes écoles de recherche-action et de recherche participative, qui se retrouvent combinées dans la RAP, chacune comprenant divers buts et positions idéologiques. Cargo et Mercer (2008) ont mentionné trois grandes traditions : 1) la tradition du Nord, soit une *recherche-action* axée sur l'utilisation élaborée par Kurt Lewin; 2) la tradition (du Sud) à visée émancipatrice de la *recherche participative* élaborée, en majeure partie par Paulo Freire; et 3) le mouvement *d'autodétermination* et de souveraineté des peuples autochtones dans de nombreux pays. La recherche-action est souvent associée à une tendance de

gestion collaborative qui ne traite pas des questions liées au pouvoir. Par contre, l'historique de la recherche participative montre qu'elle est plus politisée, prenant directement sa source dans le concept de pouvoir et visant à renforcer le pouvoir d'agir de ceux qui souvent n'ont pas voix au chapitre et à les placer au centre de la production de connaissances. Elle vise à « déplacer, de la marge vers le centre de l'épistémologie, les individus et leurs expériences quotidiennes de lutte et de survie » [TRADUCTION] (Hall, 1992, p. 15). Les précurseurs de cette tradition incluent Karl Marx et Friedrich Engels (et leurs travaux auprès de prolétaires dans des usines) ainsi qu'Antonio Gramsci, qui était d'avis que les paysans pouvaient articuler leurs intérêts de classe si on leur donnait la chance d'observer leur réalité à partir de leur propre point de vue, encourageant idéalement l'agitation politique. Paulo Freire poursuivait dans cette veine, utilisant le terme « conscientisation » pour évoquer le processus par lequel les gens participent à la détermination et à l'analyse critique des facteurs sociaux, politiques et économiques qui sous-tendent l'oppression afin de s'en libérer (Bowd *et al.*, 2009). Parmi ceux qui ont apporté une contribution importante à la RAP, mentionnons également Budd Hall, Eduardo Vio Grossi et Orlando Fals Borda, qui ont travaillé avec des enseignants aux adultes et des professionnels du développement des communautés dans les pays du Sud (Hall, 1992, p. 17).

Selon des ouvrages parus plus récemment sur la RAP, de nombreux chercheurs s'en sont servi pour mieux comprendre les problèmes liés à la santé et élaborer des solutions efficaces (Minkler et Wallerstein, 2008; Israel *et al.*, 2013). Selon cette approche, souvent combinée avec l'enquête ethnographique, les principaux intéressés participent à l'élaboration des connaissances et déterminent les solutions aux problèmes liés à leur situation concrète, ce qui les rend aptes à mettre en œuvre lesdites solutions.

Dans le cadre du projet décrit ici, l'objectif était d'abord et avant tout de fournir de l'information quantitative et qualitative valide aux communautés, avec la participation active des membres de ces dernières. Ce processus visait à renforcer la capacité des leaders communautaires (principalement les coordonnateurs du réseautage et du partenariat, le personnel des associations régionales, mais aussi certains de leurs partenaires). L'information et la compréhension générée ont servi à élaborer les priorités d'action de la communauté, qui donnent lieu en général à des projets portant sur un ou plusieurs enjeux déterminés. Puisque le projet prend racine dans l'approche liée à la santé de la population, avec la préoccupation d'agir sur les déterminants de la santé, les priorités énoncées ont tendance à porter sur les enjeux liés à la santé, au sens large, comme nous le verrons plus loin.

3.2 PORTRAIT DE COMMUNAUTÉ : UNE MÉTHODE PARTICIPATIVE

Le portrait de communauté a été choisi comme moyen pour recueillir l'information sur un certain nombre de communautés d'expression anglaise, pour entreprendre un processus de développement des communautés et pour énoncer les besoins en matière d'outils et de formation parmi les groupes de l'IRP. Un processus typique de développement des communautés comporte une situation initiale qui attire l'attention des membres de cette dernière, souvent suivie d'un exercice de collecte d'information qui peut donner lieu à un portrait (ou profil) de communauté. Les données peuvent être purement statistiques, mais

peuvent aussi inclure, dans bien des cas, de l'information sur la géographie, l'histoire, les changements démographiques, les conditions économiques, la vie sociale, l'environnement, etc. Ce portrait est fréquemment la première étape nécessaire pour comprendre en profondeur une « communauté » (désignée généralement au Québec comme une municipalité ou un arrondissement), et engager les diverses parties intéressées dans l'élaboration d'une vision commune de ses besoins et de ce dont les gens se soucient, avant de procéder à la planification, l'action et, par la suite, l'évaluation. La mobilisation continue fait partie intégrante du processus, et des correctifs sont continuellement apportés à la lumière des nouvelles connaissances ou situations. Le diagramme ci-dessous illustre ce cycle.

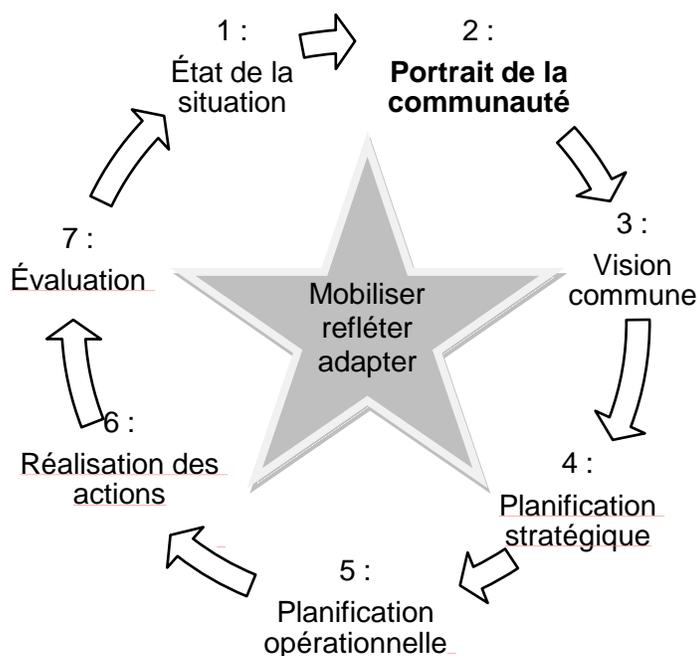


Figure 3 Processus typique de développement des communautés

Source : Adapté de <http://www.communagir.org>.

Au moyen d'un processus à multiples niveaux comprenant des intervenants à l'échelle provinciale, régionale et locale dans le réseau du RCSSS, nous avons choisi de dresser le portrait de six communautés. D'abord, les questions de recherche, le choix des méthodes et du travail avec la communauté ont fait l'objet de discussions avec le personnel du bureau du RCSSS (palier provincial). Nous avons également discuté avec ce dernier des étapes subséquentes d'élaboration de la formation et des outils destinés aux groupes régionaux de l'IRP.

Les associations régionales et les coordonnateurs des réseaux de l'IRP ont aussi pris part au projet à l'étape des portraits de communautés. Ils ont planifié le processus, déterminé les autres parties intéressées et collaboré avec elles, documenté la communauté, organisé une consultation et effectué le suivi. Il s'agissait de l'échelle de participation régionale.

Enfin, la communauté locale a participé au processus. Elle a déterminé l'information pertinente (statistiques, rapports passés, connaissances de la communauté, etc.), établi les contacts avec ses membres et avec les intervenants locaux, pris part à la consultation de la communauté et formulé des commentaires sur le portrait et les mesures de suivi qui s'ensuivent.

La figure ci-dessous montre les divers niveaux de participation au projet ou de co-construction de ce dernier :

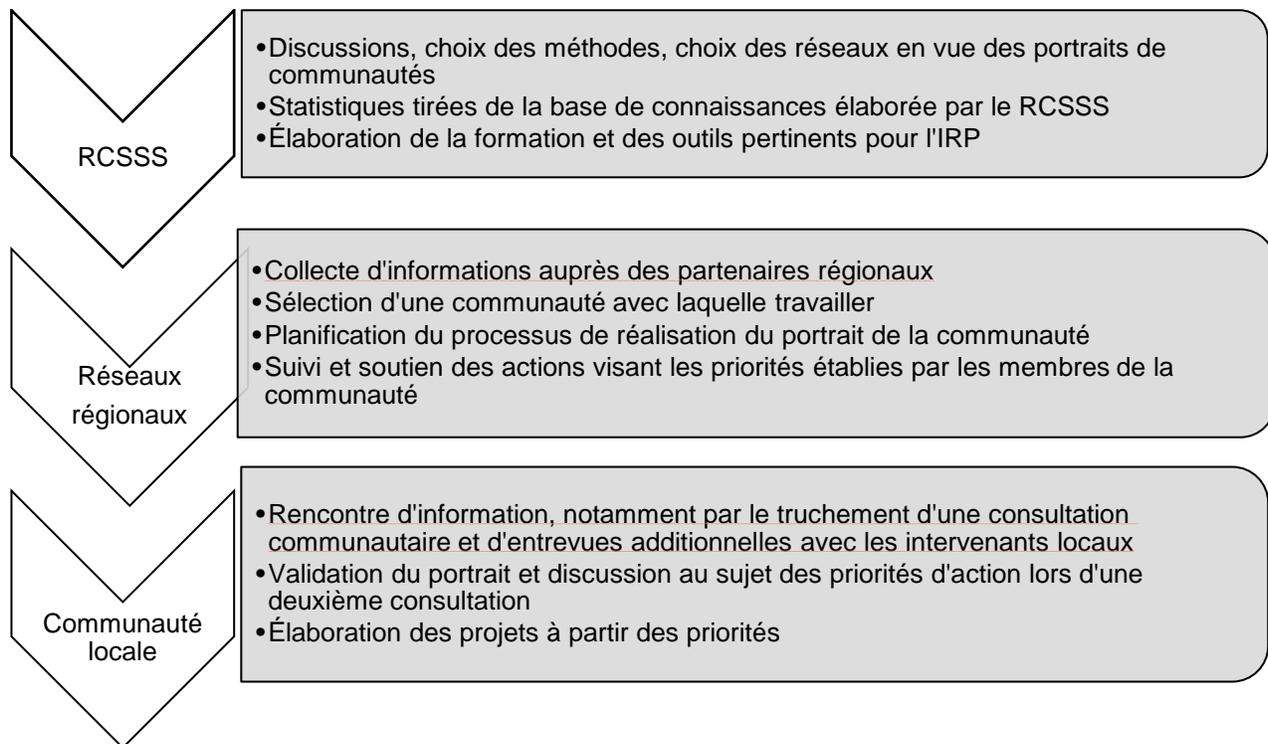


Figure 4 Participation au projet de recherche-action

3.3 CHOIX DES COMMUNAUTÉS

Les six communautés ont été choisies en fonction de plusieurs critères afin de représenter une vaste gamme de réalités. Parmi les critères de sélection, il fallait au préalable qu'il y ait un intérêt et une capacité locale à participer au projet. Les autres critères visaient à représenter :

- diverses régions de la province;
- une combinaison de communautés urbaines, rurales et éloignées;
- des communautés où la population compte diverses proportions d'anglophones;
- une combinaison d'Initiatives régionales de réseautage et de partenariats plus anciens (2004) et plus récents (2009).

Le processus de sélection a donc débuté par l'examen des diverses régions afin qu'il y ait une combinaison de régions et d'environnements éloignés, ruraux et urbains, ainsi que

différentes proportions d'anglophones. Nous avons présélectionné certaines régions appartenant à ces diverses catégories, puis approché les réseaux régionaux afin de déterminer leur intérêt à participer et déterminer s'ils avaient le temps et les ressources pour le faire. De concert avec ceux-ci, nous avons ensuite choisi des communautés qui seraient de bonnes candidates pour la réalisation d'un portrait. Ce choix était tributaire de l'existence de personnes-ressources sur place qui pouvaient faciliter le processus; de l'intérêt des membres de la communauté; et, dans certains cas, du moment opportun et des occasions offertes (par exemple, l'élaboration d'une politique sur la famille et les aînés, un besoin explicite de mieux comprendre la communauté, etc.)

À la fin de ce processus, les six communautés choisies pour l'élaboration d'un portrait de communauté étaient Sutton (un village de la région historique des Cantons-de-l'Est, situé dans la région administrative de la Montérégie), Saint-Léonard (un arrondissement de Montréal Est), Laval (une grande ville située juste au nord de Montréal), New Carlisle (une petite ville de la Gaspésie), Sept-Îles (une ville de la Côte-Nord du Saint-Laurent) et la municipalité de Bonne-Espérance (sur la Basse-Côte-Nord du Saint-Laurent). En tout, cinq régions administratives étaient représentées, couvrant un vaste éventail de réalités, comme on peut le voir ci-dessous.

Tableau 2 Les communautés choisies pour le processus de portrait des communautés

Communauté	Région	Contexte	% de la population dont l'anglais est la langue maternelle	Réseau régional de l'IRP
Bonne-Espérance	Côte-Nord	Village éloigné	95 %	Ancien : 2004
Sept-Îles	Côte-Nord	Ville éloignée	3 %	Récent : 2009
New Carlisle	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Village rural	63 %	Ancien : 2004
Sutton	Montérégie-Est	Village rural	31 %	Ancien : 2004
Laval	Laval	Urbain	7 %	Récent : 2009
Saint-Léonard	Montréal	Urbain	7 %	Ancien : 2004

3.4 LE PROCESSUS ET LES TECHNIQUES DE COLLECTE DE DONNÉES

Le processus de réalisation d'un portrait de communauté s'inspire de diverses approches qu'utilisent les groupes actifs dans le développement des communautés – notamment dans le mouvement des communautés en santé –, les municipalités, les conseils de santé publique et certains experts-conseils en développement des communautés. Bien qu'il n'y ait pas qu'une seule méthode prescrite, il y a des étapes qui sont en général respectées pour réaliser ces portraits.

Pour chaque communauté la première étape du processus consistait à susciter la participation des intervenants locaux au processus, rassemblant ainsi l'information et les ressources existantes. Pour ce faire, la chef de projet (Mary Richardson) a rencontré les divers leaders de la communauté (par exemple, les gens qui font partie des organismes communautaires), en compagnie, la plupart du temps, du directeur de l'association régionale qui collaborait au projet et du coordonnateur ou de la coordonnatrice du réseau de l'IRP régional. Ainsi, l'équipe a pu tirer profit de ses connaissances sur la communauté et de veiller à ce que l'approche soit aussi inclusive que possible et tienne compte des réalités locales est des dynamiques sociales. Les notes prises sur le terrain relativement à ces conversations et toutes les notes de réunions ou les courriels ont également servi à documenter le processus.

Ensuite, pour chacune des communautés visées, les organismes locaux ont tenu une consultation de la communauté (habituellement dirigée par le coordonnateur du réseau local de l'IRP) à laquelle tous les membres de la communauté d'expression anglaise (ceux-ci se définissant toutefois eux-mêmes) ont été invités. Lors de ces consultations, les discussions tenues par les membres de la communauté ont porté sur divers thèmes, notamment la vie sociale et communautaire, les conditions économiques, l'éducation, l'environnement ainsi que la santé et le bien-être. L'information a ensuite été analysée, thème par thème, pour en faire ressortir dans chaque cas les points forts de la communauté, les défis auxquels cette dernière est confrontée et sa vision pour l'avenir. L'équipe de recherche a ensuite rédigé une ébauche de portrait de communauté, regroupant l'information tirée de la consultation accompagnée de statistiques pertinentes, d'information historique et de renseignements tirés de divers rapports existants. Les acteurs locaux ont eu l'occasion de lire ce portrait et de faire des suggestions pour l'améliorer en vue de la production de sa version finale.

À la deuxième rencontre tenue environ un an plus tard dans chacune des communautés, les portraits et les principales constatations ont été présentés de nouveau aux membres de la communauté qui ont ainsi énoncé les priorités d'action (voir ci-après). En fonction de leurs intérêts, de leur disponibilité et de leur enthousiasme, les participants à ce processus ont été invités à prendre part aux travaux relatifs à toute priorité énoncée; par exemple, ils pouvaient former un comité en vue de déterminer et mettre en œuvre des actions relativement à une priorité donnée. Le processus a donc été conçu pour favoriser la mobilisation et l'engagement de la communauté du début à la fin.

Finalement, afin de consigner les perspectives des coordonnateurs des réseaux régionaux de l'IRP et des directeurs d'association régionale au sujet du processus, nous avons tenu deux groupes de discussion avec eux, afin de leur demander : ce qu'ils ont retiré du processus; quelles sont les mesures prévues pour l'avenir; comment voient-ils le portrait qui est utilisé; qu'ont-ils observé au sujet du travail de développement des communautés en situation minoritaire; et quels sont les outils et la formation dont ils auraient besoin? Cette information est reprise plus loin dans la présentation des constatations sur la recherche-action participative.

3.5 ANALYSE

L'analyse de données qui va suivre comporte trois volets. En premier lieu, une analyse de chaque étude de cas réalisée fournit de l'information détaillée sur la communauté. Ce volet, dressant les caractéristiques de six communautés, présente un aperçu de la diversité des communautés d'expression anglaise au Québec. En deuxième lieu, nous analysons le processus de réalisation des portraits de communauté, notamment la méthode utilisée, la mobilisation de la communauté et la manière dont le processus a été utilisé pour tirer profit des atouts de cette dernière. En troisième lieu, nous présentons certaines leçons retenues concernant, par exemple : les conditions favorables et les obstacles en ce qui touche le développement des communautés; les spécificités du développement des communautés dans un contexte de situation minoritaire (dans ce cas-ci une communauté de langue officielle en situation minoritaire); les défis que doivent relever les communautés; et les moyens d'adapter l'approche aux réalités.

Les leçons retenues au sujet du développement des communautés et au sujet des communautés d'expression anglaise ne sont pas nécessairement considérées comme des pratiques exemplaires. Comme Margaret J. Wheatley et Deborah Frieze (2011) l'ont soutenu, au lieu de dresser la liste des « pratiques exemplaires » à partir des projets qui ont du succès afin qu'elles soient appliquées à une échelle élargie (ce qui souvent ne fonctionne pas) les chercheurs doivent plutôt songer à s'en inspirer en les adaptant à leurs propres réalités. Cela signifie « diffuser les connaissances, les pratiques et les ressources pour leur permettre de circuler librement afin que d'autres puissent les adapter à leur contexte local » (*ibid.*). L'application à grande échelle repose sur la reproduction, la normalisation, la promotion et la conformité, ce qui suppose que ce qui fonctionne à un endroit peut être parachuté ou transposé ailleurs. Ce que ces auteures ont trouvé de plus efficace est lorsque les équipes d'un organisme deviennent observatrices dans un autre organisme et grâce à cette expérience se perçoivent clairement, renforcent leurs relations et renouvellent leur créativité. Elles ramènent des idées à la maison et les développent à leur manière personnelle.

4 CONSTATATIONS

Pour faire écho aux trois volets d'analyse réalisés aux fins du projet et décrits précédemment, nous présentons les constatations dans les trois sections ci-dessous. D'abord, un aperçu des six portraits de communautés présente la diversité de ces dernières. Ensuite, nous exprimons quelques réflexions au sujet du portrait de communauté en tant que recherche-action participative. Finalement, nous explorons quelques leçons retenues au sujet du développement des communautés auprès de groupes en situation minoritaire, dans le cas présent, les communautés d'expression anglaise au Québec.

4.1 SIX COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE : PORTRAITS DE DIVERSITÉ

Le survol des six communautés choisies aux fins de ce projet permet d'entrevoir la diversité des communautés d'expression anglaise au Québec. Bien que la proportion de Québécois d'expression anglaise vivant à Montréal soit élevée, les réalités de la métropole sont insuffisantes pour dresser le portrait de la vaste gamme des conditions dans lesquelles se trouvent ces communautés. Le présent rapport ne présente que six contextes de vie des Québécois anglophones; des portraits d'autres communautés révéleraient sans doute bien d'autres conditions de vie et contextes historiques et géographiques. Le tableau ci-dessous présente un bref résumé des différences entre ces six communautés.

Tableau 3 Aperçu des six communautés

	Bonne- Espérance	Sept-Îles	New Carlisle	Sutton	Laval	Saint- Léonard
Population totale 2006	834	25 514	1 370	3 805	368 709	71 730
% ayant l'anglais comme langue maternelle	95 %	3 %	63 %	31 %	7 %	7 %
% qui connaissent l'anglais et le français	14 %	25 %	40 %	69 %	55 %	56 %
Démographie	Exode, population vieillissante	Augmentation en raison de l'emploi	Exode, population vieillissante	Augmentation, mais % d'anglophones locaux en déclin	Augmentation de la pop. anglophone, pop. jeune, groupes ethniques très diversifiés	Des Italiens s'en vont + arrivée de nouvelles populations francophones d'origine arabe

Source : Données du Recensement de Statistique Canada, 2006, et entrevues auprès des informateurs clés pour connaître les tendances démographiques.

La carte ci-dessous illustre l'emplacement géographique de ces communautés au Québec.

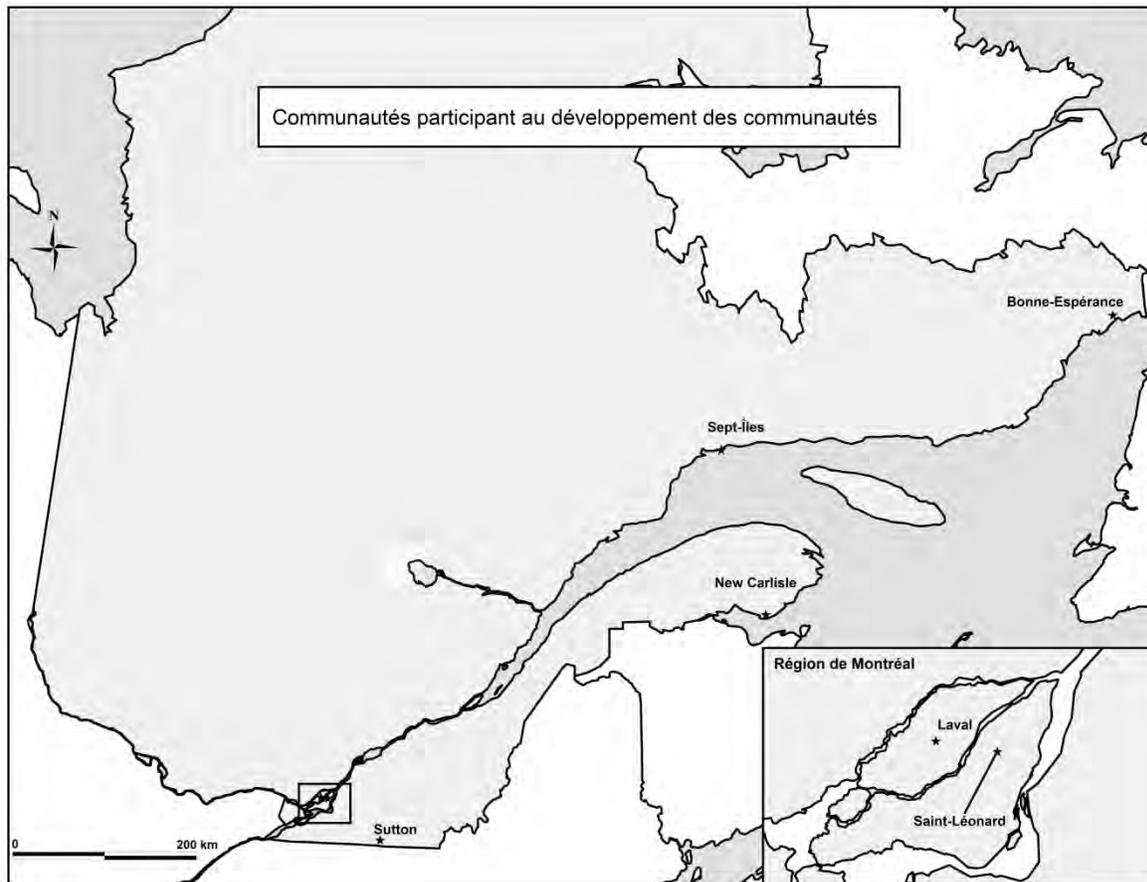


Figure 5 L'emplacement des six communautés qui ont pris part au projet

Les portraits de communautés sont présentés ci-après, grosso modo d'est en ouest, dans cet ordre : les régions éloignées, les régions rurales, les milieux urbains. Des versions complètes de ces portraits sont disponibles en ligne à l'adresse www.chssn.org. Les résumés présentés ici contiennent un survol et des extraits de ces portraits.

4.1.1 Bonne-Espérance : trois villages éloignés situés près de la frontière du Labrador

Bonne-Espérance est une municipalité située sur la Basse-Côte-Nord du golfe du Saint-Laurent, dans la région administrative de la Côte-Nord. Elle se trouve juste à l'ouest de la frontière du Labrador. La Basse-Côte-Nord comprend 15 villages regroupés en cinq municipalités ainsi que deux réserves indiennes (Pakua Shipi et Unamen Shipu), tous situés au-delà de la route qui relie la région au reste de la province.

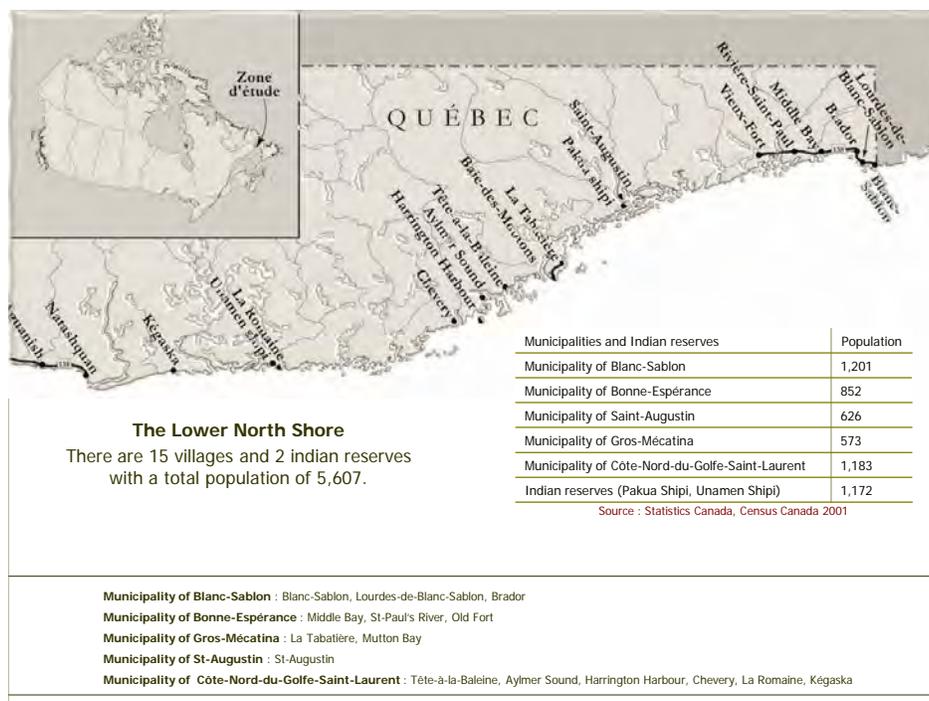


Figure 6 Carte de la Basse-Côte-Nord

Source : The Coasters Association

Ces communautés s'étendent sur 550 kilomètres de littoral. La Basse-Côte-Nord est considérée comme éloignée parce qu'il n'y a pas d'accès routier depuis le reste du Québec vers l'est de Natashquan, à l'exception d'une route qui relie Blanc-Sablon et Vieux Fort, ainsi que de quelques petits tronçons qui relient deux villages ici et là. La plupart des communautés ne sont donc accessibles que par avion, en bateau en été, ou en motoneige en hiver, si le temps le permet. C'est une région au relief accidenté et au climat rude, à l'instar de celui de Terre-Neuve et du Labrador, qui arbore un paysage magnifique où abondent la faune et les ressources naturelles.

La municipalité de Bonne-Espérance est composée de trois villages : Vieux Fort, Rivière-Saint-Paul et Middle Bay. Ces trois communautés sont accessibles par la route 138 depuis Blanc-Sablon jusqu'à l'est, mais n'ont aucun accès routier vers l'ouest. Le village de Vieux Fort est la localité à l'extrême ouest dans la municipalité de Bonne-Espérance et compte une population de 347habitants. Le village de Rivière-Saint-Paul se trouve entre les communautés de Vieux Fort et Middle Bay. Sa population est de 468 habitants. Middle Bay, village situé à l'extrême est, compte 32 habitants permanents.

La municipalité de Bonne-Espérance a une longue et riche histoire qui est unique de bien des manières dans la région de la Basse-Côte-Nord. Sa population est quasi entièrement composée d'anglophones descendant d'un mélange de Jersiais, de Britanniques, de Terre-Neuviens et d'Inuits. Divers peuples ont pêché et chassé la baleine et le phoque dans les eaux au large de la côte du Labrador bien avant l'arrivée de Jacques Cartier en 1534. Les Premières nations, les Vikings, les Bretons, les Basques et, plus tard, les Français, les Anglais et les habitants des îles Anglo-Normandes ont tous été attirés dans la région par

l'abondance de la faune et des forêts. Ces ressources naturelles ont assuré la subsistance de plusieurs générations de résidents. L'histoire, la culture et l'économie de Bonne-Espérance sont étroitement liées aux ressources marines, et les changements dans leur gestion ont eu un effet marquant sur les conditions de vie de la population. Aujourd'hui, elle fait face à une réduction spectaculaire de l'accès aux ressources associée à une chute des prix, ce qui amène un grand nombre de personnes à abandonner la pêche comme activité principale.

Au fur et à mesure de la transformation de l'assise économique, le mode de vie et l'organisation sociale des villages ont également évolué. Tandis qu'autrefois, les familles vivaient séparées les unes des autres et allaient s'établir sur les îles en été et dans les baies en remontant les rivières pour l'hiver, elles sont maintenant établies dans les villages autour des services de base et ne déménagent plus sur les îles en été. En outre, l'importance économique et politique des programmes et services gouvernementaux a beaucoup augmenté. En raison du déclin des pêcheries et l'imposition de plusieurs moratoires, l'économie de la région a subi de nombreuses transformations. En conséquence, un grand nombre de personnes cherchent du travail ailleurs, soit à temps plein, soit de manière saisonnière. Certains continuent à gagner leur vie de la pêche, mais les conditions dans lesquelles ils le font ont beaucoup changé au cours des dernières décennies.

En 2011, la municipalité de Bonne-Espérance ne comptait plus que 736 âmes, et a continué de diminuer. Pourquoi cet exode? L'attrait des débouchés économiques en dehors de la région et le fait qu'un grand nombre de personnes d'expression anglaise ne parlent pas suffisamment le français et ont donc de la difficulté à trouver de bons emplois au Québec. À Bonne-Espérance, moins de 14 % de la population connaît les deux langues officielles. Ceci s'explique en grande partie par la proximité géographique et culturelle de Terre-Neuve et du Labrador, et par le fait que les communications sont plus faciles avec cette province qu'avec le reste du Québec.

Les membres de la communauté ont exprimé leur point de vue concernant Bonne-Espérance lors de deux consultations tenues en mai 2011. Les points forts de la vie communautaire et sociale qui ont été mentionnés sont en grande partie liés à sa petite taille et à la culture côtière. La population éprouve un fort sentiment d'appartenance, se sent en sécurité, a des liens familiaux et communautaires solides et est fière de la culture côtière, notamment de ses traditions musicales et artisanales. La petite taille de la communauté et son éloignement présentent toutefois certains défis. Les habitants ont l'impression qu'il y a un manque d'activités pour les aînés et les jeunes, qu'il n'y a pas assez de bénévoles, que le transport est difficile et qu'un grand nombre d'adultes doivent quitter la communauté pour aller travailler. Donc, un grand nombre des atouts et des défis ont la même source : isolement, petite taille de la communauté, et communautés homogènes très soudées. Pour renforcer la vie sociale et communautaire, les participants ont suggéré que les villages collaborent plus étroitement et que la population soit incitée à participer à la vie communautaire en prenant part aux activités à titre de bénévoles ou en tant que travailleurs dans les services à la population (tels que les soins à domicile, le centre de jour ou la garderie). Trouver des façons d'aider les gens à être actifs et à participer aux choses qu'ils aiment et qui leur tiennent à cœur semblait certes faire partie de la clé.

Dans le domaine de l'éducation, Bonne-Espérance a remporté certains succès marquants auprès des jeunes au cours des dernières années. Le taux des jeunes qui ont obtenu un diplôme d'études secondaires a augmenté et le Centre scolaire communautaire a fait de l'école un centre pour les activités communautaires. Dans l'ensemble de la population, toutefois, le niveau d'instruction demeure relativement bas. La grosse difficulté consiste à inciter les jeunes à tirer parti des possibilités d'éducation disponibles sur place, telle que la formation professionnelle, et à atténuer les effets financiers, sociaux, familiaux et personnels de devoir vivre loin de chez soi pour poursuivre des études collégiales et universitaires. Certaines idées pour l'avenir comprenaient les cours en ligne, plus de soutien pour l'apprentissage du français et pour le choix d'une carrière, ainsi que des cours en arts et en culture.

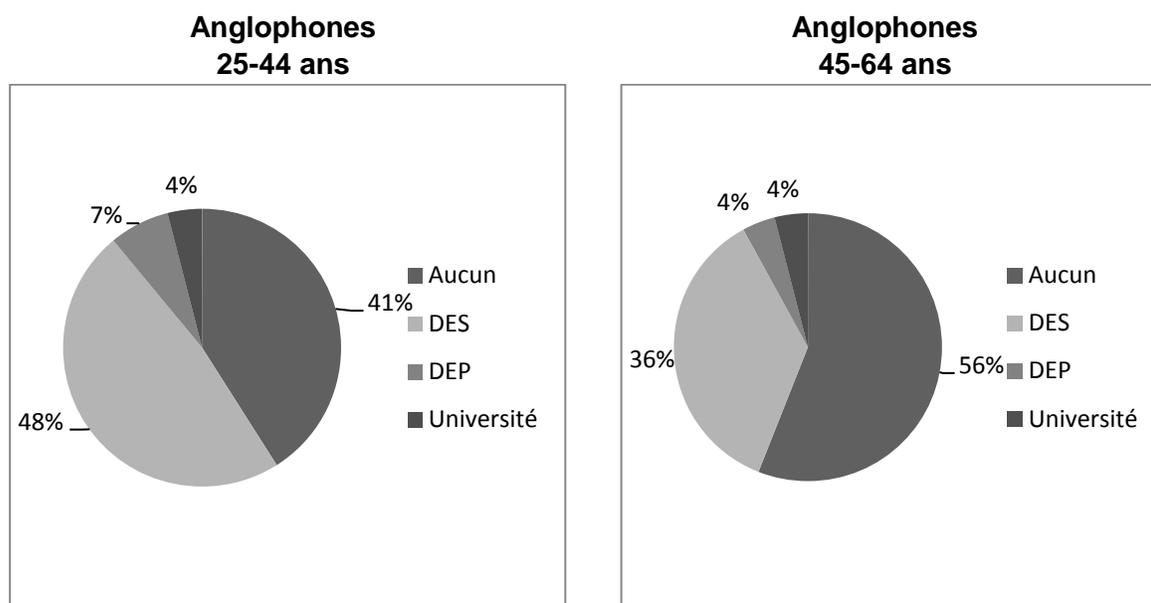


Figure 7 Niveau d'instruction à Bonne Espérance selon différents groupes d'âge

Source : Statistique Canada 2006, données produites par l'Institut national de santé publique.

Les atouts économiques de Bonne-Espérance comprennent les usines de poisson, l'accès routier à Blanc-Sablon, et le fait que les gens sont débrouillards. Il y a un potentiel pour les touristes et pour les projets qui mettent en valeur la beauté naturelle et les ressources naturelles abondantes de la Basse-Côte-Nord. Les difficultés sont surtout liées au manque de débouchés d'emploi suffisants sur place, ce qui veut dire qu'un bon nombre des gens sont sans emploi ou quittent la communauté pour aller travailler, souvent pour de longues périodes. Le coût de la vie, quoique bas d'une certaine manière, est parfois plus élevé pour des produits tels que l'épicerie, l'essence et le transport. La vision d'avenir pour les habitants comporte le développement du tourisme et d'une industrie basée sur les ressources naturelles renouvelables de la côte (par exemple les petits fruits et les produits forestiers non ligneux). En outre, les gens aimeraient qu'il y ait plus de services tels que des garderies ou un restaurant.

Parmi les atouts environnementaux de Bonne-Espérance, citons un environnement de qualité supérieure et un vaste éventail de ressources naturelles. Toutefois, les difficultés de cet environnement ont trait à la rigueur du climat et aux mouches en été, ce qui permet plus difficilement de profiter du plein air. Pour l'avenir, les participants de la consultation ont exprimé un intérêt pour la création de sentiers de marche et de randonnée, et ils voudraient aussi qu'il y ait plus de recyclage et de compostage. Il y a aussi des atouts liés à l'environnement bâti : la route jusqu'à Blanc-Sablou, et la promenade de bois à Rivière-Saint-Paul. Certains efforts s'imposent pour entretenir et améliorer l'environnement bâti : assurer l'accès aux édifices publics pour les personnes à mobilité réduite, entretenir et améliorer le musée et entretenir la promenade de bois. Un bon nombre de suggestions pour l'avenir consistaient à entretenir et améliorer ces infrastructures, outre les églises et le cimetière.

Au chapitre de la santé et du bien-être, les atouts comptent là encore l'environnement naturel alors que les difficultés ont surtout trait aux services offerts. Un centre de jour pour les aînés et un plus grand nombre d'heures de soins à domicile sont considérés comme nécessaires pour cette catégorie de la population. Le soutien aux familles qui ont des enfants ayant des besoins spéciaux est également insuffisant, surtout si l'on tient compte de l'isolement et de la faible densité de population dans la région, qui rend difficile de trouver des personnes faisant face aux mêmes difficultés dans la même communauté. Les suggestions pour l'avenir portent surtout sur la promotion des saines habitudes de vie pour les aînés et pour l'ensemble de la population.

4.1.2 Sept-Îles, ou « Seven Islands » pour une petite communauté anglophone

Sept-Îles se trouve sur la côte nord du golfe du Saint-Laurent au nord-est de Tadoussac, à environ 230 kilomètres à l'est de Baie-Comeau. Cette ville s'étend entre les rivières Sainte-Marguerite et Moisie, le long d'une baie profonde protégée par sept îles, d'où son nom. La baie constitue un port naturel de 45 km². Sept-Îles est très proche de deux communautés innues : Uashat et Malinotnam. Quoique la municipalité soit urbaine (population : 25 686 en 2011), la densité de la population de la région est très faible. Depuis des siècles, divers groupes habitent ce territoire qui est aujourd'hui Sept-Îles - Innus, Norvégiens, Français, Anglais, entre autres —, mais la création d'un centre urbain est relativement récente.

Au début du XX^e siècle, Clarke City, comme elle s'appelait à l'époque, a grandi autour de l'industrie des pâtes et papiers. Elle est devenue le centre économique régional doté d'un train, du premier barrage hydroélectrique de la région, d'un port, d'un chantier naval, d'une usine de transformation du bois et d'un hôpital, entre autres. Vers le milieu du XX^e siècle, toutefois, l'extraction et l'expédition de ressources minières — tout particulièrement le minerai de fer — sont devenues une force motrice économique importante et ont entraîné une croissance rapide de la population et de l'économie. Malgré les périodes de déclin économique qui s'expliquent en partie par la chute des prix du minerai de fer au début des années 1980, par exemple, l'extraction, le traitement et l'expédition des ressources minières demeurent un élément important de l'économie d'aujourd'hui.

La communauté d'expression anglaise de Sept-Îles s'est établie dans ce contexte. De nombreuses personnes d'expression anglaise sont venues dans cette région pour y travailler dans le secteur minier, et certaines se sont établies de manière permanente à « Seven Islands », comme on l'appelle souvent. D'autres personnes d'expression anglaise sont venues de régions plus éloignées de la Basse-Côte-Nord pour se rapprocher de leur famille, des emplois et des services. D'autres encore ont immigré d'Europe et sont plus à l'aise en anglais qu'en français pour les activités quotidiennes. En outre, certaines Premières nations ont l'anglais comme première langue officielle. Néanmoins, seulement 3,4 % de la population totale de Sept-Îles a l'anglais comme première langue officielle (RCSSS, 2008-2009).

Les perspectives de la communauté ont été recueillies lors d'une consultation tenue en septembre 2011. Les membres participants ont énoncé divers atouts et défis de la communauté, ainsi que les perspectives d'avenir. Les points forts et les défis en lien avec la vie communautaire à Sept-Îles avaient tous deux trait à la petite taille de la communauté d'expression anglaise de Sept-Îles. Malgré son nombre restreint, il y a plusieurs groupes qui contribuent à la vie sociale, qu'il s'agisse des églises, des écoles ou des groupes d'aînés. Bien que la petite taille de la communauté fasse en sorte qu'on s'y sent en sécurité dans un climat amical, cela limite également sa visibilité. Le degré de bilinguisme a également des effets à la fois positifs et négatifs : les gens sont fiers de vivre dans une communauté bilingue et le bilinguisme les aide à s'intégrer dans la communauté élargie de Sept-Îles, mais l'unité parmi la population d'expression anglaise souffre parfois du fait que les gens peuvent facilement participer aux activités en français. Certaines suggestions pour l'avenir viendraient régler ce problème, en multipliant le nombre de livres et de divertissements en anglais, et en renforçant les liens parmi les groupes.

En ce qui concerne l'éducation, les écoles anglaises de Sept-Îles constituent un atout important pour la communauté, tout comme le centre de formation des adultes. Étant donné le faible nombre de personnes d'expression anglaise, toutefois, les services de soutien aux élèves qui ont des difficultés posent problème et les enseignants doivent jouer plusieurs rôles dans la vie de leurs élèves. Les études au-delà du niveau secondaire, y compris les programmes d'apprentissage et de formation professionnelle, sont plus limitées en anglais, et la population d'expression anglaise ne semble pas poursuivre ces avenues dans des proportions aussi importantes que la population d'expression française. Les personnes qui s'intéressent à poursuivre des études postsecondaires ont peu de choix à Sept-Îles et, ainsi, un grand nombre d'entre elles quittent la communauté pour aller faire des études ailleurs. Toutefois, une proportion plus grande de la population d'expression anglaise que la population d'expression française a un diplôme universitaire, ce qui est un atout pour la communauté.

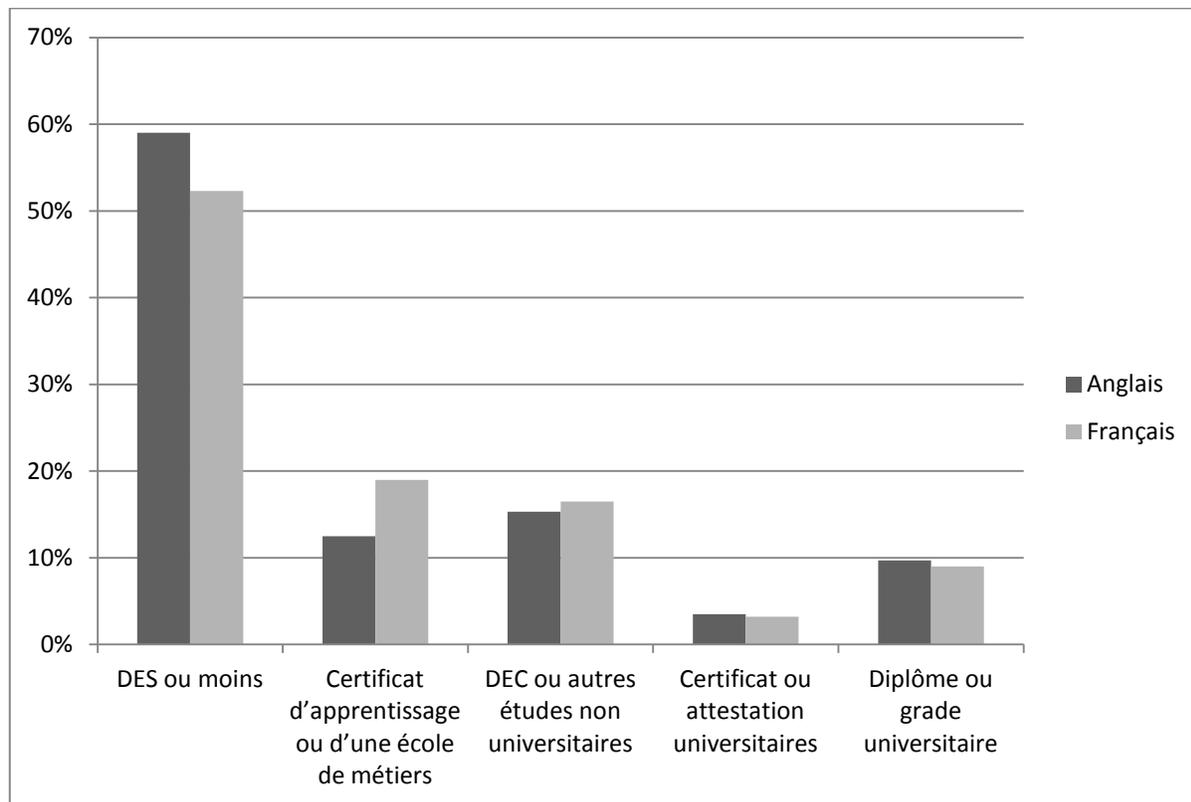


Figure 8 Niveau d'instruction à Sept-Îles selon la première langue officielle parlée

Source : CHSSN, Socio-Economic Profiles of Quebec's English-Speaking Communities, 2010.

L'abondance des ressources naturelles dans la région et la demande mondiale pour ces ressources s'inscrit dans un contexte économique favorable à Sept-Îles. Il y a beaucoup d'emplois, une forte demande de main-d'œuvre et le niveau de vie est bon. Ce « boom » présente également des défis : le logement et les infrastructures ne suivront peut-être pas la demande et il risque d'y avoir une pénurie de main-d'œuvre. En outre, il peut s'avérer difficile d'attirer des gens à Sept-Îles, car cette ville n'est pas bien connue en dehors de la région et elle est souvent considérée comme une ville minière. Sur le plan social, ce type de milieu économique peut donner lieu à des problèmes tels qu'un fort niveau d'endettement, de stress et de difficultés familiales, et ceci, en dépit des salaires relativement élevés. L'avenir économique de la communauté pourrait comporter le développement dans un vaste éventail de secteurs, tels que l'exploitation minière, le tourisme, l'alimentation et l'agriculture, et les études supérieures. Les participants ont également envisagé des options de transport plus nombreuses et meilleures, facteur important compte tenu de la distance qui sépare Sept-Îles de bien d'autres régions de la province.

L'environnement naturel de Sept-Îles comporte de vastes étendues d'espaces verts, y compris la plage, une bonne qualité d'air et d'eau, et un accès aux milieux naturels pour la chasse, la pêche et la cueillette des petits fruits. L'érosion du littoral est une préoccupation qu'ont exprimée les participants, car elle a un effet négatif sur l'environnement naturel dans certains secteurs de Sept-Îles et dans les environs. L'environnement bâti présente également des atouts sous la forme de la promenade de bois et du parc sur le bord de mer,

et d'installations de loisirs. Bon nombre des atouts environnementaux pourraient néanmoins être menacés par l'expansion du secteur minier et de la ville, car les industries, les logements, les routes et d'autres infrastructures sont construits pour répondre aux besoins des nouvelles entreprises et de leurs travailleurs. Les participants ont fait deux suggestions très simples pour améliorer l'environnement à Sept-Îles : un programme de compostage, et l'amélioration du déneigement des trottoirs en hiver pour inciter la population à marcher davantage.

La santé et le bien-être dépendent d'un vaste éventail de facteurs et, selon les participants de la consultation tenue à Sept-Îles, leur communauté a des atouts importants comme les espaces verts, les possibilités de pratiquer une activité physique ainsi que la qualité de l'air et de l'eau. Ils ont également cité certains atouts relatifs à la vie sociale et communautaire qui sont des occasions de contact social et d'engagement citoyen et qui alimentent un sentiment d'appartenance et de lien avec le monde extérieur. Il s'agit entre autres du Club de l'âge d'or, des églises et des écoles. L'accessibilité des soins de santé et des services sociaux est également un facteur important pour la santé et le bien-être et, là encore, la communauté d'expression anglaise de Sept-Îles est bien nantie malgré sa petite population; citons à titre d'exemple l'embauche récente d'un agent de service à la clientèle par l'hôpital ainsi que la Maison Richelieu et les organismes communautaires qui offrent des services en anglais. Les défis cités pendant la consultation avaient trait à la contamination de l'environnement causée par les activités industrielles dans la région, et les inquiétudes pour la santé et le bien-être des aînés qui représentent une partie importante de la population d'expression anglaise. À cette fin, un centre de bien-être pour les aînés a été envisagé pour l'avenir de la communauté. Les participants de la consultation ont également imaginé que Sept-Îles pourrait devenir un grand centre de santé pour l'ensemble de la Côte-Nord.

4.1.3 New Carlisle : une communauté historique dans la Baie-des-Chaleurs

New Carlisle, située dans la région administrative de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, fait partie de la municipalité régionale du comté de Bonaventure, laquelle se situe sur la pointe extrême sud de la Gaspésie, dans la Baie-des-Chaleurs, entre Bonaventure et Paspébiac. New Carlisle est située dans une région rurale et est entourée d'un mélange de grands champs et de forêts, avec la vaste Baie-des-Chaleurs au sud et le Nouveau-Brunswick au large. Lors du Recensement de 2006, 1 370 personnes vivaient à New Carlisle (Statistique Canada, 2007).

Bien avant que les Européens n'arrivent sur la côte nord-est des Amériques, les Micmacs occupaient la région. Durant le siècle qui a suivi la visite de Cartier, de nombreux postes de pêche saisonniers ont été établis et la région est demeurée surtout une destination de pêche saisonnière pour les pêcheurs européens jusqu'au XVIII^e siècle. Plus d'un millier d'Acadiens se sont également établis dans la Baie-des-Chaleurs de 1755 à 1760, après le Grand Dérangement, ou la déportation massive des Acadiens par les Britanniques en 1755 (au cours de laquelle les Acadiens sont massivement expropriés de force des provinces maritimes du Canada, et ceux qui ne sont pas morts en route sont réinstallés dans les 13 colonies, en France et dans d'autres colonies britanniques). Nombreux sont ceux qui s'installent à l'embouchure de la rivière Restigouche et plus tard sur la côte de la Baie-des-

Chaleurs. À la même époque environ, les anglophones commencent à migrer vers la Gaspésie : des marchands britanniques, des immigrants irlandais, des ouvriers des îles Anglo-Normandes, puis des loyalistes qui viennent chercher refuge à la suite de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. En 1783-1784, en effet, de 40 000 à 50 000 loyalistes s'enfuient vers le Canada, dont près de 500 arrivent en Gaspésie, et un grand nombre d'entre eux s'établissent à Petit Paspébiac qui a été baptisé Carlisle, puis New Carlisle par la suite.

Au tournant du XIX^e siècle, la population totale de la péninsule est d'environ 3 000 âmes et la région compte parmi les plus dynamiques du pays, ses forces motrices étant l'activité agricole, la construction navale, la pêche et la foresterie. New Carlisle devient le centre administratif de la Gaspésie, ainsi qu'une municipalité où le secteur des affaires et l'industrie sont dynamiques. Le tourisme est également une importante source de revenus à partir de la moitié du XIX^e siècle : bien des visiteurs viennent profiter des nombreuses rivières à saumon et des vertus des bains de mer thérapeutiques et de l'air marin. Cette apparente prospérité est toutefois largement tributaire d'une société hautement stratifiée où la division des classes et les disparités des conditions de vie sont énormes. Néanmoins, au fil des ans, la ville a perdu quelques sièges sociaux d'entreprises et de bureaux gouvernementaux qui lui donnaient tant d'importance. Cette municipalité demeure de bien des manières l'épine dorsale de la structure institutionnelle de la population d'expression anglaise de Gaspésie. Elle est entre autres le siège de la Commission scolaire Eastern Shores, du Committee for Anglophone Social Action, et du journal SPEC.

Au milieu du XIX^e siècle, la communauté d'expression anglaise de la région représentait 50 % de la population totale. Depuis 1930, toutefois, la proportion d'anglophones a connu un déclin constant : en 1961, cette collectivité ne représentait plus qu'environ 30 % de la population totale et de nos jours, une proportion d'environ 10 % de population a l'anglais comme première langue officielle parlée (16 % sur l'ensemble du territoire de la Baie-des-Chaleurs). La langue maternelle d'environ deux tiers de la population de New Carlisle est l'anglais, tandis que le français est la première langue d'environ un tiers de la population.

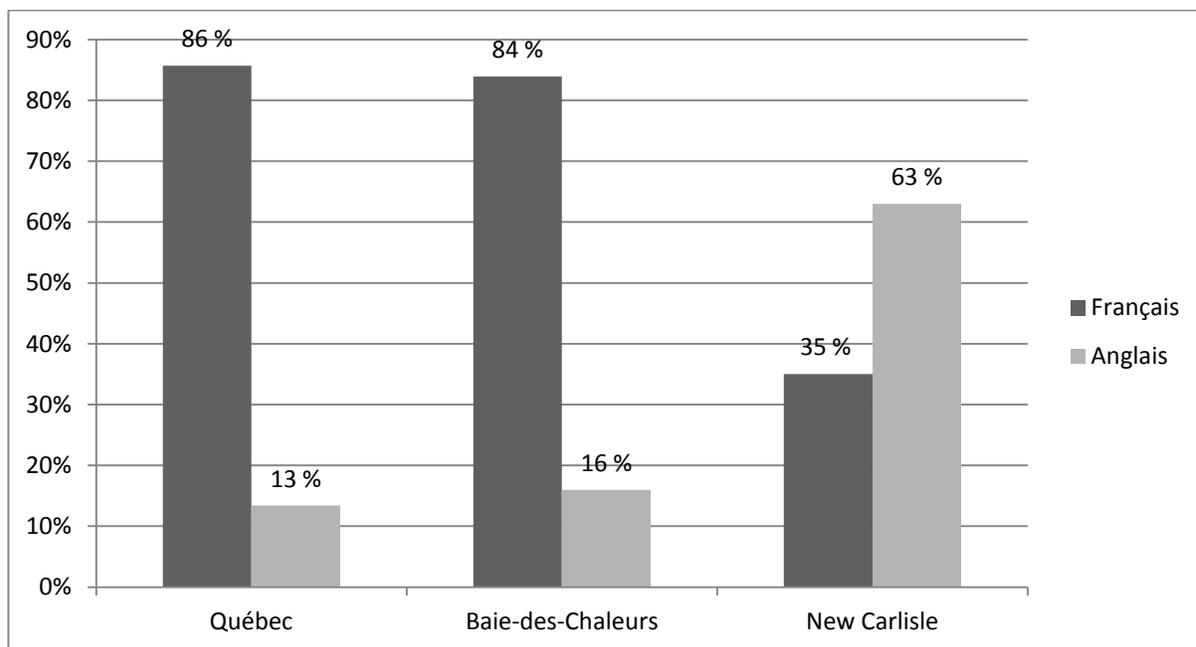


Figure 9 Proportion de la population dont la langue maternelle est l'anglais ou le français dans différents territoires

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 2006, Profil des communautés : Municipalité de New Carlisle.

Le taux de vieillissement de la communauté d'expression anglaise de Gaspésie est plus marqué que celui de la majorité d'expression française. La région compte 1 850 aînés d'expression anglaise âgés de plus de 65 ans, et qui représentent 21,6 % de la population d'expression anglaise. Le nombre d'aînés est sensiblement plus élevé que parmi la population d'expression française et que dans l'ensemble de la province. En fait, la population d'expression anglaise de Gaspésie compte 26 % plus d'aînés que la population d'expression française. La population d'expression anglaise compte également une moins forte proportion de personnes de 40 à 64 ans, et le nombre d'aidants naturels (membres de la famille) est donc moins grand. Par ricochet, le réseau de soutien social est plus faible et les aînés sont plus vulnérables.

Les membres de la communauté de New Carlisle ont exprimé leur point de vue à la consultation tenue en juillet 2011. Les Néo-Carlinois sont fiers de leur héritage et du fait qu'ils vivent dans une communauté bilingue. Ils apprécient le fait que ce soit une petite ville, les gens ont un fort sentiment d'appartenance à la communauté et peuvent y élever leurs enfants dans un milieu positif et sans danger. Par contre, en raison de la petite taille de la collectivité, il est difficile d'avoir assez d'installations et d'activités pour les jeunes. Dans une perspective d'avenir, les participants de la consultation ont insisté sur les activités pour les jeunes telles qu'un lieu de rencontres pour les adolescents et le Centre scolaire-communautaire comme endroit qui permettrait de poursuivre des activités pendant l'été.

Dans le territoire de la Baie-des-Chaleurs, où se trouve New Carlisle, la proportion d'anglophones qui est susceptible de vivre dans une famille monoparentale est de 52 %, de

vivre avec des membres et de leur famille : 93 %, et de vivre seules : 25 % (RCSSS, 2010). Les personnes qui vivent avec des gens qui ne sont pas de la famille, les personnes qui vivent seules ou les familles monoparentales sont plus susceptibles de vivre sous le seuil du faible revenu, ce qui souligne la nécessité de soutien social et communautaire.

New Carlisle possède de nombreux atouts dans le domaine de l'éducation : des écoles anglaises locales, des classes moins nombreuses, de bons enseignants, un programme d'immersion française, du soutien à l'éducation par l'intermédiaire de Family Ties (organisme communautaire), un Centre de formation pour adultes où les cours sont en anglais, et un Centre scolaire-communautaire où sont planifiées une vaste gamme d'activités à l'école en dehors des heures de classe. Les défis mentionnés sont notamment le peu de services et de soutien destinés aux enfants qui ont des besoins spéciaux et le manque de formation à l'intention des aides enseignants. Les statistiques indiquent également de faibles niveaux d'instruction. Bien que les anglophones dans l'ensemble de la province soient plus susceptibles que les francophones de détenir un diplôme universitaire (24,6 % comparativement à 15,3 %), les anglophones de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine n'ont pas un niveau d'instruction aussi élevé que celui de la majorité francophone de la région, qui se trouve elle-même sous les moyennes provinciale et nationale. Ces tendances s'expriment tant dans la Baie-des-Chaleurs qu'à New Carlisle. Parmi les conséquences du faible niveau d'instruction, mentionnons que les personnes moins scolarisées ont tendance à être moins capables de parler français, ainsi que de lire et d'écrire en français. Dans une province où la langue officielle est le français, cela peut engendrer l'exclusion de certains types d'emplois et d'autres débouchés et peut mener à un plus grand isolement social, puisque les contacts sont plus difficiles avec les personnes qui ne font pas partie du même groupe linguistique.

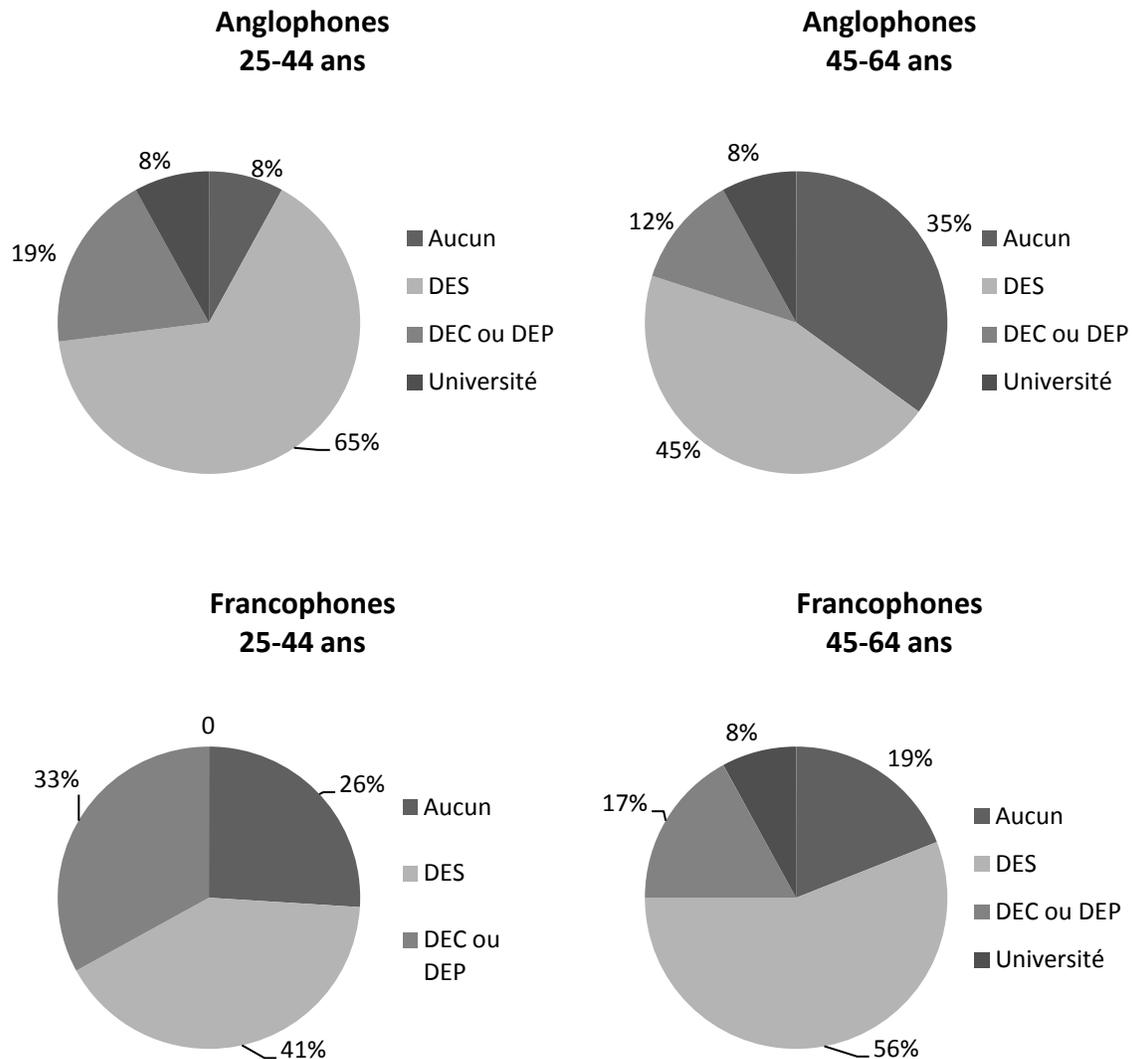


Figure 10 Niveau d'instruction à New Carlisle par groupe d'âge et première langue officielle parlée

DES : diplôme d'études secondaires.

DEP : diplôme d'études professionnelles.

Source : Statistique Canada 2006, données produites par l'INSPQ.

À la consultation de la communauté, les participants ont proposé de créer une culture de l'éducation; de veiller à ce que les jeunes deviennent bilingues à l'école; d'accroître la disponibilité des psychoéducateurs, des conseillers en carrières et des conseillers d'orientation; d'encourager les métiers; d'accroître les activités parascolaires, etc. Les suggestions visent toute la gamme des groupes d'âge, des groupes communautaires et des établissements d'enseignement, s'articulant autour de la manière dont il est possible de contribuer aux débouchés continus pour les personnes de tout âge, de toutes compétences et de tous intérêts.

Sur le plan des conditions économiques, les participants de la consultation auprès de la communauté croyaient que New Carlisle présentait plusieurs atouts : le niveau élevé de bilinguisme parmi la population, le Centre de formation pour adultes et les mesures d'incitation offertes par le gouvernement pour revenir dans la région. D'aucuns croient aussi que le coût de vie est plus bas et que les emplois existent, au moins dans certains domaines. Toutefois, les défis sont nombreux : un grand nombre d'habitants demeurent sans emploi ou vivent de l'aide sociale, et de nombreux obstacles empêchent de ramener les gens sur le marché du travail. Beaucoup d'emplois de la région sont saisonniers et n'offrent donc pas la stabilité et la sécurité d'emploi. Le nombre d'entreprises à New Carlisle est considéré comme faible et les participants ont l'impression que l'appui aux entreprises locales est insuffisant, ce qui leur permet plus difficilement de réussir. En outre, la population d'expression anglaise semble réticente à souscrire des prêts ou à faire des demandes de subvention, ce qui est lié à l'écart qui sépare depuis longtemps ce groupe des institutions gouvernementales. La vision d'avenir de la communauté consiste essentiellement à attirer le tourisme en mettant en valeur le patrimoine et l'environnement naturel du village, ainsi qu'en rendant la rue principale encore plus attrayante.

Dans la région, les anglophones sont plus susceptibles que les francophones d'être au chômage et légèrement plus susceptibles de ne pas faire partie de la main-d'œuvre; et pour les deux groupes linguistiques, ces taux sont plus élevés que la moyenne provinciale (RCSSS, 2010). Dans la région sociosanitaire de Baie-des-Chaleurs, les personnes d'expression anglaise sont plus que deux fois plus susceptibles d'être sans emploi que celles d'expression française. La situation est à peu près la même dans la communauté de New Carlisle; les personnes d'expression anglaise sont également plus susceptibles d'être sans emploi que les personnes d'expression française. En conséquence, le revenu est généralement plus bas dans la région que dans l'ensemble de la province. Dans la région sociosanitaire de Baie-des-Chaleurs, une proportion plus forte de personnes d'expression anglaise a un revenu inférieur à 10 000 \$, par rapport à la population d'expression française (30,8 % par rapport à 25,2 %), et une proportion plus faible a un revenu de plus de 50 000 \$ (seulement 6,6 % par rapport à 10,1 % parmi les francophones). Ces chiffres laissent sous-entendre un taux plus élevé de pauvreté parmi les anglophones de la région et parmi l'ensemble des Gaspésiens par rapport au reste du Québec.

L'environnement naturel et bâti de New Carlisle a également été exploré dans le portrait de communauté. D'une part, l'environnement naturel de New Carlisle est considéré comme un aspect important de la qualité de vie de la population, avec la verdure, la plage, les sentiers pédestres et d'autres secteurs dont la population locale peut profiter. D'autre part, l'environnement bâti laisse à désirer, notamment l'affichage et le réseau routier.

La santé et le bien-être à New Carlisle sont un sujet de préoccupation pour les résidents. Bien que New Carlisle soit doté d'espaces de plein air et d'organismes qui offrent des possibilités d'être actif physiquement et de s'engager socialement, il demeure difficile de favoriser un mode de vie sain. Les habitudes alimentaires malsaines, le manque d'activité physique et le tabagisme, par exemple, continuent d'avoir un effet négatif sur la santé et le bien-être d'une forte proportion de la population, bien que la région affiche un taux moins élevé de maladies chroniques que dans l'ensemble du Québec et que l'espérance de vie y

soit plus élevée. Des données comparant les anglophones et les francophones montrent qu'une proportion largement plus faible d'anglophones consomment cinq portions de fruits et légumes par jour et qu'une proportion plus élevée souffre de surpoids, d'obésité ou sont fumeurs (Dubé et Parent, 2007). Les Néo-Carlinois veulent donc favoriser les saines habitudes de vie et attirer un plus grand nombre de professionnels de la santé dans la région (y compris les praticiens de médecines douces). Les résidents aimeraient également avoir plus d'information en anglais sur les ressources disponibles et sur les problèmes médicaux.

4.1.4 Sutton : une population d'expression anglaise en mutation dans les Cantons-de-l'Est

Sutton, municipalité rurale située dans la région administrative de la Montérégie, fait partie de la municipalité régionale de comté (MRC) de Brome-Missisquoi. Elle se trouve dans l'extrême sud du Québec, près de la frontière du Vermont aux États-Unis. Sutton fait partie des anciens Cantons-de-l'Est, vaste région qui comprend la région administrative de l'Estrie et des parties de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches.

Sutton se trouve dans une région rurale de collines vallonnées, de terres agricoles, de forêts et de rivières. La région environnante est dotée d'une station de ski alpin, de sentiers de randonnées pédestres, de pistes cyclables et de vignes, entre autres attraits touristiques. Elle est environ à 110 kilomètres de Montréal à l'ouest, à 80 kilomètres de Sherbrooke à l'est et à 12 kilomètres de la frontière du Vermont au sud. Contrairement à de nombreux villages et régions rurales du Québec, la population de Sutton a constamment augmenté au cours des dernières décennies, passant de 3 084 en 1991 à 3 906 en 2011. Son attrait non seulement pour les vacanciers de fins de semaine, les skieurs et les touristes, mais aussi pour la population urbaine en quête de vie rurale plus calme explique en grande partie cette croissance démographique.

Comme une bonne partie des Cantons-de-l'Est, Sutton était au départ occupé par des groupes des Premières Nations, surtout des Abénakis. Dans les années 1780, toutefois, des loyalistes de l'Empire-Uni s'établirent dans la région, suivis de francophones qui cherchaient des terres au fur et à mesure que la vallée du Saint-Laurent se densifiait. Les immigrants britanniques ainsi que d'autres immigrants européens venaient aussi également en quête de meilleures conditions de vie, de terres et de débouchés.

Dès le XX^e siècle, Sutton était une petite ville animée avec des activités de fabrication, de commerce de détail, d'extraction des ressources, d'agriculture et d'autres secteurs de l'économie. Le chemin de fer favorisa beaucoup ce développement. Le centre de ski est également une force motrice économique depuis son ouverture dans les années 1960, et il a orienté une bonne part du développement local, y compris l'immobilier. Les changements dans l'agriculture ont également influé sur le développement, car la mécanisation agricole rendait les terres dans les collines plus difficiles à travailler et un grand nombre d'exploitations furent vendues. Certaines d'entre elles furent achetées par des personnes qui recherchaient une maison de vacances ou un endroit où prendre leur retraite, ce qui fit muter la population vers une catégorie plus âgée et mieux nantie. De nos jours, la population d'expression anglaise de Sutton, comme bien d'autres communautés dans les Cantons-de-l'Est, tend à être plus âgée et son importance a diminué relativement à celle de la population

d'expression française. La langue maternelle d'environ deux tiers de la population est le français, tandis que c'est l'anglais pour à peu près un tiers de la population.

Afin de recueillir le point de vue des membres de la communauté au sujet de Sutton, nous avons organisé une consultation en novembre 2011. Sutton est considéré par les résidents comme une communauté dynamique et sécuritaire, avec de nombreux groupes et activités communautaires. On considère que les résidents de divers horizons vivent bien ensemble, bien qu'on perçoive certaines tensions entre les résidents plus récents et ceux de longue date du fait que la communauté a connu une croissance rapide avec de nombreux nouveaux résidents qui sont venus s'établir dans la région. Les principaux défis qui se posent à Sutton ont trait à ces changements : il y a un besoin de logements à prix modéré et bas, et la circulation sur la rue principale est préoccupante, surtout parce qu'elle porte atteinte à la sécurité des piétons. Les participants de la consultation ont suggéré un autre itinéraire jusqu'à la montagne pour diminuer la circulation dans le centre du village, et plus de possibilités de rencontrer d'autres membres de la communauté.

L'école de Sutton est considérée comme très bonne et assez unique, du fait qu'elle héberge les écoles anglophone et francophone sous le même toit, plaçant ainsi les enfants en interaction avec des enfants de l'autre groupe linguistique. Toutefois, les services de garderie, surtout en anglais, sont limités. Comme ailleurs, les taux de décrochage scolaire parmi les garçons en particulier sont considérés comme élevés. Il semble également y avoir une polarité entre le nombre relativement élevé de personnes qui ont un diplôme universitaire et le nombre élevé de celles qui n'ont pas du tout de certificat ou tout au plus un certificat d'études secondaires. Si nous examinons la situation des divers groupes linguistiques et groupes d'âges, le groupe le plus susceptible d'avoir un diplôme universitaire est celui de la population d'expression française de 45 à 64 ans (35 %). La population d'expression anglaise du même groupe d'âge vient ensuite (à raison de 27 %), tandis que la population d'expression anglaise de 25 à 44 ans est la moins susceptible d'avoir un diplôme universitaire (à raison de 13 %). Elle est également la plus susceptible de n'avoir aucun certificat ou tout au plus un certificat d'études secondaires (deux tiers, si ce n'est plus). La jeune génération d'expression anglaise affiche donc un niveau d'instruction plus bas par rapport aux générations plus âgées et à la population d'expression française.

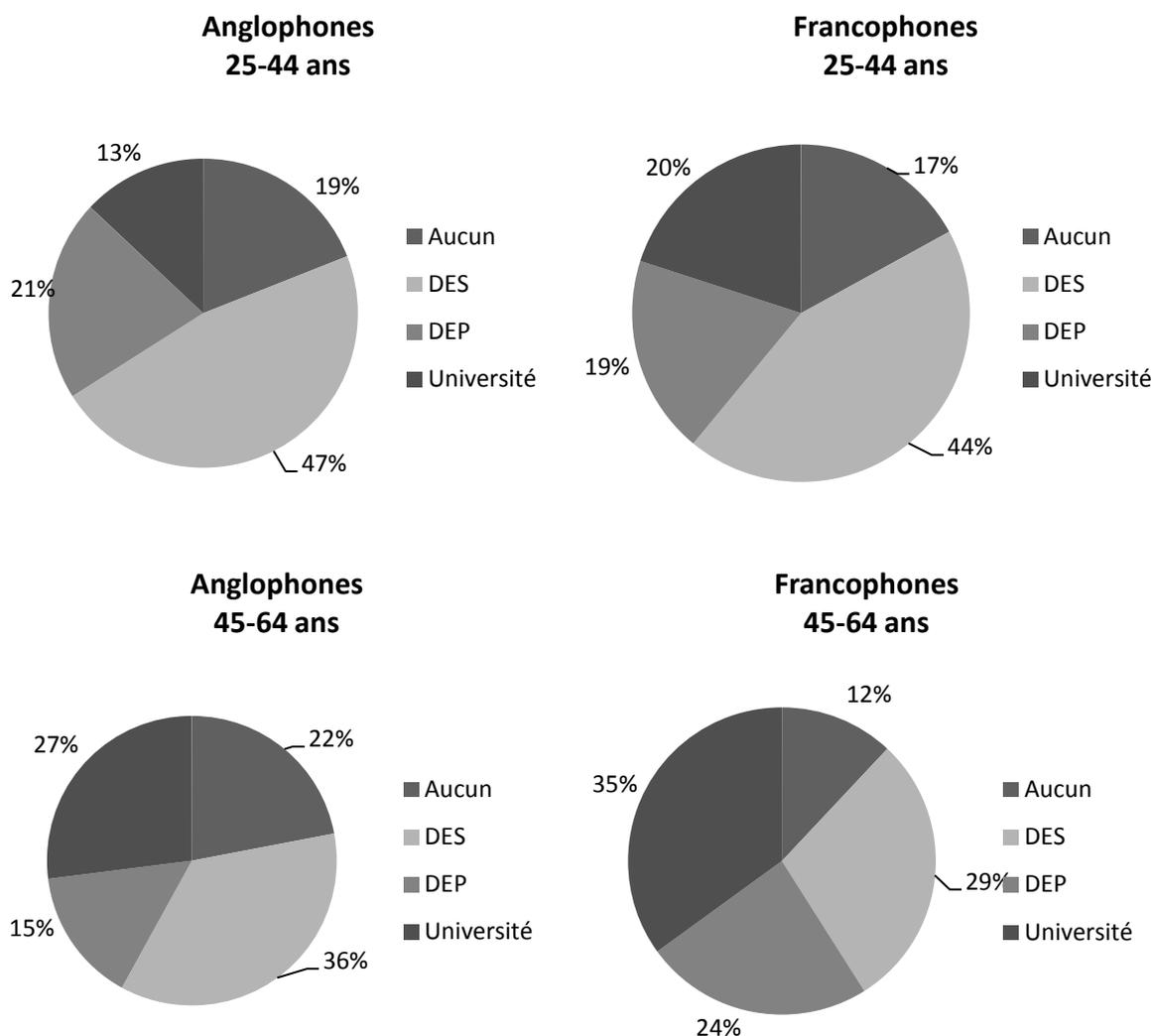


Figure 11 Niveau d'études pour Sutton, par groupe linguistique (PLOP)

DES : diplôme d'études secondaires

DEP : diplôme d'études professionnelles

Source : Statistique Canada 2006, données produites par l'INSPQ.

En ce qui a trait aux conditions économiques, la force de l'économie de Sutton tient surtout aux services offerts aux touristes, aux vacanciers et aux résidents à temps partiel. Toutefois, ce secteur est également source de certains défis pour la communauté, tels que des emplois saisonniers mal rémunérés et à temps partiel, le manque de logements à prix abordables et la pauvreté cachée. Les souhaits pour l'avenir exprimés par les participants consistent donc à offrir des logements plus abordables, un plus grand nombre de magasins qui fournissent les nécessités quotidiennes de base et des débouchés d'emploi avec de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Les participants à la consultation ont dit qu'ils considéraient Sutton comme un très beau village entouré d'aires protégées, de fermes et d'espaces naturels. Tout en étant situé dans

une campagne tranquille, on y a facilement accès aux grands centres urbains tels que Montréal. Trouver un équilibre entre le développement de la région et les préoccupations relatives à la conservation, à la protection de l'environnement et à la qualité de vie demeure le plus gros défi. Améliorer la possibilité de marcher afin d'encourager l'activité physique et de favoriser la sécurité des piétons pour tous les groupes d'âge préoccupe un grand nombre de personnes. À l'avenir, les participants de la consultation aimeraient avoir plus de pistes cyclables et de sentiers de randonnées pédestres, entre autres. Une politique de respect du ciel étoilé et un plan de développement durable pour le mont Sutton sont deux suggestions qui ont été faites pour préserver les atouts environnementaux de la région.

Les résidents de Sutton ont accès à des soins de santé de haute qualité en anglais la plupart du temps, notamment des services de soins à domicile, des services communautaires et des groupes pour les personnes qui luttent contre une dépendance. Toutefois, bien que l'hôpital de Sherbrooke semble avoir du personnel qui parle anglais, ceci est moins vrai à Cowansville et à Granby. Il semble également y avoir une pénurie d'aidants naturels bénévoles. La production de marijuana constitue un enjeu sur plusieurs plans, car ce phénomène porte atteinte à l'économie, aux études, à la vie sociale et communautaire, ainsi qu'à la santé et au bien-être.

4.1.5 Laval : une population anglophone, jeune, diversifiée et grandissante

La ville de Laval est située sur une île juste au nord de Montréal. Elle est la troisième ville en importance de la province sur le plan de la population (401 553 résidents en 2011). De 1996 à 2011, sa population a grossi de 21,5 %, ce qui en fait la ville du Québec qui a connu la plus forte croissance au cours des 15 dernières années. Malgré sa population nombreuse, les terres agricoles représentent 29 % de ce territoire. Une proportion de plus en plus grande de la population a l'anglais pour langue maternelle (7 % en 2006), tandis que 66 % ont pour langue maternelle le français, 26 % sont allophones (Statistique Canada, 2006). Un grand nombre d'allophones déclarent l'anglais comme leur langue d'usage officielle, la population d'expression anglaise constituant ainsi un groupe important à Laval. De 1996 à 2001, la population d'expression anglaise de Laval a grimpé de 35 %, puis de 28 % de 2001 à 2006 (Agence de la santé et des services sociaux, 2010). En 2006, la proportion d'immigrants parmi cette population d'expression anglaise s'élevait à 38 %. La population anglophone de Laval est jeune comparativement à d'autres régions : par rapport à l'ensemble de la population d'expression anglaise du Québec, nous constatons que la population d'expression anglaise de Laval compte proportionnellement un moins grand nombre de personnes dans les cohortes plus âgées et une proportion beaucoup plus forte d'enfants de moins de 15 ans (RCSSS, 2009). En outre, le taux de natalité de Laval est légèrement plus élevé que dans le reste de la province (Institut de la statistique, 2009).

Afin de connaître les perspectives énoncées par la population d'expression anglaise de Laval et de mobiliser leur participation aux processus de développement des communautés, deux forums ont été organisés en novembre 2011. Plus de 250 personnes étaient présentes à ces forums afin d'exposer leurs perspectives et leurs idées relativement à huit thèmes présentés ci-dessous.

Tableau 4 Groupe de discussion tenu lors des forums

Thème	Nombre de groupes	Nombre de participants
Services de santé et services sociaux	6	86
Santé des jeunes	3	36
Santé mentale	3	27
Aînés	3	40
Vie sociale et communautaire	2	20
Éducation	4	35
Environnement	2	11
Économie	(thème combiné avec celui de l'économie)	

Au chapitre de l'accès aux soins de santé et aux services sociaux, les participants ont cité plusieurs points forts : les efforts déployés par le personnel des services sociaux et de la santé pour parler anglais; certains services généraux tels que le 811 sont bilingues; de nombreux services sont offerts aux aînés et aux jeunes de la communauté, même si ce n'est pas toujours en anglais; les écoles sont un atout pour la communauté; la trajectoire de la santé mentale a facilité la compréhension du système et la façon d'y accéder. L'enjeu pour la population anglophone est le besoin de recevoir des services en anglais, faute de quoi, selon eux, des effets néfastes se feront sentir sur certains groupes, surtout les plus vulnérables, tels que les aînés, les personnes ayant des besoins spéciaux et leur famille, les personnes à faible revenu et les jeunes. Ils doivent en fait se contenter de services en français, même si la communication n'est pas idéale. Ils doivent se rendre à Montréal pour recevoir des services sans toujours être en mesure de le faire, et les listes d'attente sont longues alors que le besoin pour ces services ne peut pas toujours attendre. Un grand nombre d'autres personnes font appel aux services privés sans avoir les moyens de le faire. Ceux qui le font ont l'impression de payer injustement pour deux systèmes séparés de soins de santé.

Quant à un autre défi lié à l'enjeu du manque de services en anglais, les gens ont l'impression que les professionnels et le personnel de la santé ne sont pas sensibilisés au besoin de fournir des services en anglais. Les utilisateurs du système de santé éprouvent de la honte, de l'embarras et de la culpabilité parce qu'ils ne sont pas capables de communiquer en français. Un troisième défi a trait au manque d'accès à de l'information bilingue. Les aînés manquent d'information sur la prévention et la promotion de la santé, leurs ordonnances ne sont pas claires pour eux parce qu'elles sont en français, et ils ne savent pas toujours quels services et activités sont offerts dans la communauté. Les jeunes ont également l'impression de ne pas avoir accès à l'information sur la prévention et la promotion de la santé. Un dernier défi a trait à la rétention des professionnels de la santé. En raison de la lourde charge de travail et de la « paperasserie » qu'imposent leurs ordres professionnels, ils décident parfois de chercher un travail ailleurs qu'au Québec.

En ce qui concerne la vie sociale et communautaire, les points forts incluent le fait que certaines activités existent bel et bien pour les jeunes et qu'il y a des camps de jour en anglais. Le problème majeur est le manque d'activités et de locaux pour fréquenter des gens. Selon les participants, les jeunes finissent par quitter la ville, car ils n'éprouvent pas de sentiment d'appartenance; les personnes qui n'ont nulle part où aller se sentent isolées et manquent parfois d'occasions d'activités physiques, ce qui entraîne des problèmes de santé physique et mentale.

À propos de l'éducation, plusieurs points forts ont été signalés : la qualité de l'éducation est considérée comme bonne; les relations étroites entre les enseignants et les élèves permettent un bon suivi des jeunes; les écoles publiques sont aussi bonnes que les écoles privées; les parents participent au succès scolaire de leurs enfants; il existe une bonne collaboration entre les parents, les enseignants et les administrateurs des écoles; les écoles ont de bons programmes et activités; il existe de bons programmes de formation des adultes et de formation professionnelle; il y a des partenariats de qualité entre les écoles et d'autres intervenants tels que la Ville et les entreprises de Laval. Tous ces éléments contribuent à un sentiment général d'appartenance à la communauté. Un défi est le manque de services spécialisés pour les jeunes, ce qui risque de retarder la détection et le diagnostic précoces de problèmes de développement intellectuel et de santé mentale. Un autre défi a trait au fait que la qualité du français enseigné dans les écoles ne permet pas aux élèves d'être parfaitement bilingues, ce qui entrave leur accès à de bons emplois et à des études postsecondaires à Laval. Ceci risque de les amener à quitter cette ville. Un dernier défi a trait à la difficulté d'accès à l'information sur l'éducation. Les parents surtout trouvent difficile d'aider leurs enfants à faire un choix pour leurs études postsecondaires. Les statistiques concernant Laval montrent que la communauté d'expression anglaise est généralement un peu plus portée à avoir atteint un niveau d'instruction élevé et tout aussi susceptible d'avoir un faible niveau d'instruction que ses homologues francophones; cependant, les taux varient de manière importante d'un quartier à l'autre (RCSSS, 2009).

Sur le plan des thèmes de l'économie et de l'environnement, les points forts mentionnés incluent le fait que Laval est une ville dynamique qui a connu un développement positif au cours des dernières années; elle comporte un vaste bassin de jeunes et le potentiel d'emploi est bon; elle est devenue plus accessible grâce à la construction de l'autoroute 25 et de la nouvelle station de métro, ce qui aide les entreprises à prospérer; le potentiel de création d'entreprises à Laval est grand. Les participants sont toutefois d'avis que les anglophones ne sont pas entièrement inclus dans ces débouchés économiques. La population d'expression anglaise trouve plus difficile de trouver un emploi, ce qui pourrait entraîner une émigration pour trouver des débouchés d'emploi ailleurs. En 2006, la population d'expression anglaise de Laval a connu un taux de chômage de 6,8 %, taux plus élevé que parmi les francophones de la région (5,2 %), mais moins que parmi la population d'expression anglaise de l'ensemble du Québec (8,8 %). En outre, par rapport aux francophones de la région, la population d'expression anglaise était beaucoup plus nombreuse à ne pas avoir de revenus et avait beaucoup moins de chances de se classer dans la catégorie de revenu plus élevé. Elle risquait davantage de vivre dans les ménages à faible revenu (RCSSS, 2010).

Les points forts mentionnés pour ce qui est de l'environnement naturel et bâti étaient que certains parcs existent pour les enfants et que des efforts sont faits sur le plan du recyclage et du compostage. Le principal enjeu concernant l'environnement naturel et bâti est l'équilibre entre la protection de l'environnement et la croissance démographique. Le défi de la croissance démographique et la perte de terres agricoles et d'espaces verts ont entraîné une détérioration des terres, des eaux de surface, ainsi que d'autres types de pollution et l'intensification de la circulation routière. Un deuxième défi a trait à la possibilité de marcher, car il est devenu quasi indispensable de posséder un véhicule à Laval. Le taux d'obésité à Laval a quadruplé pour les hommes et doublé pour les femmes de 1987 à 2005 (INSPQ, 2006).

4.1.6 Saint-Léonard : un arrondissement de Montréal où vit une forte communauté italienne

Saint-Léonard est un arrondissement situé dans le secteur nord-est de la ville de Montréal. En 2011, la population de Saint-Léonard était de 75 707 habitants, ce qui correspond à une croissance démographique de 5,5 % depuis 2006. Cet arrondissement de Montréal, qui se classe ainsi douzième (sur dix-neuf) sur ce plan, s'étend sur un territoire de 13,5 kilomètres carrés (Ville de Montréal, 2009).

Saint-Léonard a une histoire unique, puisqu'il s'agissait au début d'une petite ville rurale francophone, qui a grandi de manière exponentielle au cours des ans pour accueillir une communauté italienne effervescente. De 1948 à 1971, quelque 457 000 Italiens ont immigré au Canada, soit 19 800 Italiens par an en moyenne. En 1967, la création du système canadien de points a eu pour effet de diminuer le nombre d'Italiens (et d'autres Européens) qui arrivaient au Canada. Dans ce système, les compétences scolaires et professionnelles étaient devenues de nouveaux critères de sélection qui s'appliquaient à l'admission des immigrants, ce qui a entraîné une tendance à exclure les Italiens. Malgré le déclin du nombre d'immigrants italiens après 1972, la communauté italienne est demeurée le groupe ethnique le plus important de Montréal après les groupes anglophone et francophone, et le quatrième au Canada après les groupes anglophone, francophone et chinois. Bien des Italiens qui ont immigré au Québec avant l'adoption de la Charte de la langue française ont appris l'anglais, bien que bon nombre d'entre eux parlent aussi français.

Au début des années 1960, 6,5 % de la population de Saint-Léonard était d'origine italienne; aujourd'hui, les Italiens représentent 42 % de la population. Les immigrants représentent une proportion importante de la population de Saint-Léonard et les immigrants récents représentent 8 % de la population. Quoique la langue maternelle de la majorité de la population soit le français ou l'anglais, 35 % des immigrants récents parlent arabe et 22 % espagnol.

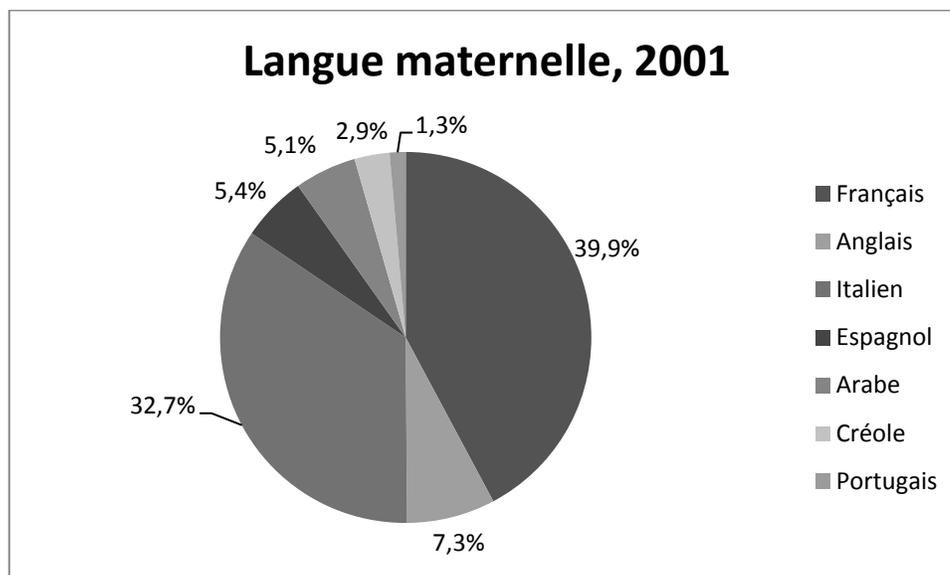


Figure 12 Langue maternelle, Saint-Léonard, 2006

Source : Ville de Montréal, 2004. Profil socio-économique : arrondissement de Saint-Léonard

Afin de recueillir les perspectives au sujet de Saint-Léonard, une consultation a eu lieu en mai 2012. Les participants représentaient les écoles, les entreprises privées, les citoyens, les travailleurs communautaires, le secteur de la santé publique, le journal local et les personnalités politiques. Il s'agissait surtout de membres d'organismes locaux qui connaissent bien la communauté et ses besoins.

En ce qui a trait à la vie sociale et communautaire, les points forts signalés par les participants ont trait à une attitude d'accueil et d'acceptation au sein de la communauté, dont bien des membres sont eux-mêmes des nouveaux arrivants, ainsi qu'aux nombreuses possibilités de créer des réseaux dans les cafés, les groupes d'aînés, les églises et par l'intermédiaire d'organismes communautaires. Il est également possible de pratiquer divers sports et activités de loisirs et la communauté a aussi une forte tradition de philanthropie. Au chapitre des défis, toutefois, on mentionne la question de la pauvreté et le fait qu'il est entre autres difficile de s'adapter au multiculturalisme, surtout dans certains milieux tels que les écoles et dans le cadre des services offerts par les organismes communautaires. Enfin, il n'y a pas assez d'activités et de lieux où les jeunes peuvent se rencontrer. Les femmes et les jeunes semblent également avoir moins d'occasions de créer des réseaux. Ils sont plus isolés ou doivent se rendre au centre-ville quand ils sont à la recherche d'activités et de divertissement. Pour l'avenir, les participants souhaitent voir davantage de ressources pour les jeunes, afin de maintenir et d'améliorer le dynamisme de la communauté, et des efforts accrus de la part des organismes communautaires pour inclure les groupes multiculturels.

Au sujet de l'éducation, les points forts signalés par les participants à la consultation comprennent la participation des parents à l'éducation de leurs enfants, les installations scolaires de qualité supérieure, et de bons partenariats entre les écoles et d'autres organismes. Parmi les défis mentionnés figurent l'intimidation et le racisme. Les participants

se sont dits préoccupés du fait que les élèves italiens ont été habitués de se trouver en situation majoritaire tout au long de leur vie scolaire et n'ont pas été exposés à différentes cultures ou n'ont pas appris à les accepter. Ils peuvent vivre un choc culturel lorsqu'ils quittent leur milieu natal et se rendent compte que tout le monde n'est pas comme eux. Pour l'avenir, les participants ont exprimé le souhait que la commission scolaire et le personnel des écoles s'attaquent davantage aux problèmes d'intimidation et de racisme. Les participants espèrent également qu'à l'avenir, la prévention et la promotion de la santé bénéficieront d'un financement plus important. Les anglophones des arrondissements de Saint-Léonard et de Saint-Michel sont plus susceptibles que les francophones d'avoir un niveau d'instruction plus élevé.

En ce qui concerne la santé et le bien-être, les points forts signalés ont entre autres trait aux saines habitudes de vie en général qui sont encouragées à Saint-Léonard, les cliniques-réseaux et le centre communautaire d'apprentissage, qui offrent des activités et programmes à la communauté d'expression anglaise. Les défis mentionnés sont les suivants : manque de programmes communautaires adaptés à la communauté multiculturelle, manque général d'information sur la santé et les services sociaux en anglais, manque de services de santé mentale en anglais et, enfin, inaccessibilité du centre de jour pour les aînés à cause des longs trajets d'autobus. Pour l'avenir, on espère entre autres que l'on trouvera des façons novatrices de travailler avec la communauté multiculturelle, qu'il y aura plus de documents traduits sur la santé et les services sociaux, plus de partenariats afin d'améliorer l'accès à la santé et aux services sociaux et, enfin, plus de forums et d'activités communautaires qui permettent à la communauté de se renseigner sur ce qui lui est offert et d'échanger des idées. Les statistiques révèlent que les aînés représentent jusqu'à 19 % de la population de Saint-Léonard et que cette proportion est passée à 22 % au cours des cinq dernières années. Parmi ces aînés, 63 % sont immigrants et 65 % n'ont pas fini leurs études secondaires ou postsecondaires. À Saint-Léonard, nombreux sont les aînés qui ne parlent ni anglais ni français. Cependant, ils sont moins susceptibles de vivre seuls que les aînés de Montréal (25,6 % comparativement à 36,8 %) (Ville de Montréal).

Pour terminer, en ce qui concerne le thème de l'environnement, les aspects positifs incluent le fait que les écoles participent aux activités environnementales et à la sensibilisation à l'environnement. D'autres aspects ont également été cités pour Saint-Léonard : nombreux espaces verts, jardins communautaires, édifices esthétiques et succès du recyclage. Parmi les défis mentionnés figurent des espaces verts insuffisants, la détérioration du réseau routier, les poubelles publiques qui débordent et les pistes cyclables qui ont besoin d'amélioration. D'aucuns croient également que le développement urbain est en train d'« urbaniser » l'architecture. La possibilité de marcher semble poser problème, car il n'y a pas de passage pour piétons à chaque coin de rue. Pour l'avenir, on espère multiplier les espaces verts en transformant des zones pavées en verdure ou en jardins, et en améliorant les pistes cyclables du nord au sud de Saint-Léonard.

4.1.7 Observations intercas

Les six communautés présentées ci-dessus illustrent les différentes réalités et difficultés auxquelles font face les populations d'expression anglaise de la province. Bien que certaines localités rurales et éloignées soient depuis toujours des communautés d'expression anglaise, principalement des communautés d'origine anglo-saxonne, les communautés urbaines de la région de Montréal sont composées d'une importante proportion de nouveaux immigrants et d'immigrants de plus longue date dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Les membres de la communauté ont donc mentionné des difficultés très variées et il se pourrait très bien que leurs voisins francophones soient aux prises avec les mêmes. À Bonne-Espérance et à New Carlisle, les anglophones ont une préoccupation en commun, soit celle de l'exode (temporaire ou permanent), en particulier celui de leurs jeunes. Ils cherchent des moyens de ramener ces derniers dans la région afin de renforcer le tissu social et de contribuer à la vitalité de la communauté. Les difficultés du transport à partir de la Basse-Côte-Nord et les dépenses qu'elles entraînent s'ajoutent au défi de Bonne-Espérance. Ces deux communautés sont aussi mobilisées pour améliorer le niveau d'instruction et disposent toutes deux d'un Centre d'apprentissage communautaire qui fait de l'école un élément vital de la vie sociale et culturelle de l'ensemble de la communauté. Elles sont toutes les deux aux prises avec des difficultés économiques puisque les taux de chômage et d'assistance sociale sont élevés et que les débouchés d'emploi sont absents. À l'opposé, Sept-Îles et Laval ont toutes deux des économies dynamiques et affichent de bons taux d'emploi, bien que les anglophones n'y réussissent pas aussi bien que leurs homologues francophones.

La dynamique linguistique diffère également d'une communauté à l'autre, mais ces dernières se soucient toutes de veiller à ce que les jeunes deviennent aussi bilingues que possible afin qu'ils puissent tirer parti des débouchés scolaires et économiques et avoir les capacités voulues pour vivre au Québec. En effet, dans certaines communautés, il a été déterminé que cette préoccupation se classait en tête de liste. Par ailleurs, dans les communautés où les jeunes ont tendance à être bilingues, comme Sept-Îles et Saint-Léonard, le sentiment d'appartenance des gens à une communauté d'expression anglaise peut se révéler faible et il peut être difficile de les mobiliser pour qu'ils s'engagent dans des activités au profit de cette communauté. La diversité ethnique et culturelle des communautés urbaines peut aussi avoir cet effet, créant un milieu où les gens s'identifient davantage à leur communauté ethnoculturelle qu'à un groupe linguistique officiel. Les écoles peuvent être un véhicule servant à créer ce sentiment d'appartenance à une culture commune; cependant, ce ne sont pas tous les anglophones qui peuvent envoyer leurs enfants à l'école anglaise ou qui désirent le faire, dans certains cas justement parce qu'ils veulent que leurs enfants parlent couramment le français.

Une autre préoccupation a trait aux soins de plus en plus grands à prodiguer aux aînés. À l'exception assez remarquable de Laval, ces communautés comptent une grande proportion d'aînés parmi leur population d'expression anglaise et les services offerts en anglais sont souvent insuffisants pour répondre aux besoins de ces derniers. Voici certains des projets avancés comme solution : centres de jour, centres de mieux-être, activités récréatives et sociales, clubs d'âge d'or, événements intergénérationnels, etc.

Dans les communautés plus petites, la taille est à la fois un atout et un handicap à la vie sociale et communautaire, puisqu'elle peut faire en sorte que la communauté est étroitement unie, chaleureuse et accueillante, mais aussi que les ressources disponibles et la vie sociale sont limitées. Dans les communautés plus grandes, il y a davantage de ressources et d'occasions d'être en interaction sociale parce qu'on y trouve des services, des clubs et des activités disponibles en plus grand nombre, mais souvent destinés à une clientèle précise. Les possibilités d'apprentissage offertes aux anglophones varient grandement d'une communauté à l'autre. Les jeunes de la Gaspésie, de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord ont peu d'options postsecondaires dans leur région. Aussi, bon nombre d'entre eux doivent s'exiler loin de chez eux afin de poursuivre leurs études. Bien que l'éducation à distance soit disponible, il en a été peu fait mention, lors des consultations communautaires. Bien sûr, dans les centres urbains ou les régions situées près de ceux-ci comme les Cantons-de-l'Est, il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour faire des études.

Fournissant un aperçu partiel des nombreuses réalités des communautés d'expression anglaise au Québec, ces observations sont fondées sur la réalisation du portrait des six communautés choisies. D'autres exemples permettraient d'ajouter des détails et des nuances à ce tableau impressionniste.

4.2 LE PORTRAIT DES COMMUNAUTÉS COMME MÉTHODE DE RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE

La deuxième série de constatations de ce projet de recherche s'articule autour de la recherche-action participative; en particulier les formes qu'ont prises la participation et l'action dans le cadre du projet. Ici, la « participation » s'entend de l'engagement actif de divers intervenants à la réalisation des portraits de communauté, et l'« action » s'entend des initiatives concrètes de développement des communautés mises sur pied par les membres de la communauté à la lumière des enjeux énoncés dans le cadre du processus. Puisque les stratégies de développement des communautés incluent généralement la collaboration et le partenariat intersectoriels, les politiques publiques favorables à la santé et le renforcement des capacités, nous discuterons de la manière dont ces stratégies s'appliquent aux communautés d'expression anglaise. Dans le processus de développement des communautés, toutefois, ces stratégies prendront nécessairement des formes différentes selon l'histoire, la dynamique sociale, économique et politique, ainsi que les acteurs en jeu. Les besoins locaux peuvent aussi varier grandement, ainsi que les intérêts stratégiques des organisations locales et régionales (Richardson, 2012). La participation a donc pris des formes différentes dans le cadre de ce projet puisque nous recherchions la pertinence en demeurant souples et en nous adaptant aux besoins de la communauté.

4.2.1 Formes de participation

Comme nous l'avons expliqué précédemment dans la section *Méthodologie*, le personnel du RCSSS, les coordonnateurs des réseaux de l'IRP et le personnel des organismes hôtes régionaux ont participé au choix des communautés et ont permis de faciliter le travail accompli avec ces dernières. Ensuite, dans chacune des six communautés, nous avons organisé des réunions entre les chercheurs et les divers intervenants locaux pour informer

ces derniers au sujet du projet et déterminer les buts et les intérêts communs. Il s'agissait en général des employés municipaux, de ceux des services de santé et des services sociaux (incluant les organisateurs communautaires embauchés par les CSSS), des représentants des écoles ou des commissions scolaires, des personnes engagées dans l'organisation communautaire (p. ex. les clubs jeunesse, les organismes religieux, les clubs d'âge d'or) et les organismes d'emploi et de développement économique. Certains de ces groupes travaillent spécifiquement avec des anglophones tandis que d'autres travaillent avec des anglophones et des francophones. Dans les communautés urbaines, des réunions ont permis de rassembler tous les intervenants en même temps et nous faisons une présentation officielle, tandis que dans les communautés rurales et éloignées, bien des réunions assez spontanées ont eu lieu avec une personne à la fois. Dans une communauté rurale, une table de concertation sur le développement des communautés (comité intersectoriel réunissant des représentants de divers organismes) nous a permis de rencontrer majoritairement des organismes francophones. Ensuite, nous avons rencontré individuellement des membres de la communauté d'expression anglaise, ce qui nous a permis de tirer le maximum de l'information déjà existante telle que les rapports précédents, les statistiques, les sondages et d'autres travaux réalisés par les organismes locaux. À cette étape, la participation visait principalement les organismes communautaires, les établissements publics et les autres groupes, dans le but, d'une part, de les sensibiliser aux communautés d'expression anglaise (dans le cas des organismes qui travaillaient surtout auprès de francophones), et d'autre part, de susciter leur adhésion et d'inclure leurs connaissances, leur compréhension et leurs objectifs dans le processus.

Un autre volet de participation visait les membres de la communauté d'expression anglaise qui ont assisté à la consultation (assemblée publique ou forum) afin d'exprimer leur point de vue au sujet de leur communauté. Les participants variaient toutefois d'une place à l'autre. Par exemple, dans une des communautés urbaines, les gens qui avaient été invités à participer à la consultation communautaire étaient principalement des représentants d'organismes et non pas uniquement des « citoyens moyens », ce que nous considérons comme le meilleur moyen d'obtenir de l'information en vue de la réalisation du portrait de communauté tout en consolidant les partenariats avec l'IRP et créant une occasion pour les leaders de la communauté de faire part de leurs perspectives.

Ailleurs, en région urbaine, d'importantes ressources ont été investies afin d'obtenir la participation du plus grand nombre de « membres ordinaires de la communauté » (par opposition aux leaders). Ces différents objectifs s'expliquent partiellement par le fait que le réseau régional de l'IRP était relativement nouveau et que la population d'expression anglaise de la ville est assez disparate et n'a pas de véritable sentiment d'appartenance à une réelle « communauté ». Bien que de nombreux citoyens moyens aient participé aux forums, certains d'entre eux étaient en réalité des leaders de la communauté, des représentants d'organismes ou des personnes visant des objectifs précis (par exemple obtenir de meilleurs services en anglais pour un enfant handicapé ou une personne âgée, ou défendre le droit des anglophones à recevoir des services bien précis).

Dans deux des plus petites communautés rurales, les participants étaient principalement des personnes déjà actives et engagées dans la communauté et appartenaient pour la plupart à la classe moyenne; les gens vivant dans la pauvreté ou exclus socialement pour une raison ou une autre n'avaient pas tendance à se présenter. Cependant, cette observation est principalement anecdotique puisque nous n'avons recueilli l'information sociodémographique que dans une communauté. Dans tous les cas, il ne fait aucun doute que la participation était limitée par la disponibilité des gens, mais ce fait était particulièrement évident dans une des communautés éloignées où bien des adultes occupaient des emplois saisonniers à l'extérieur et n'étaient donc pas disponibles. À cette étape, les consultations communautaires visaient à susciter la participation des membres de la communauté à la formulation des forces, des défis et des perspectives d'avenir de cette dernière, mais aussi de les mobiliser et les inciter à prendre part aux actions visant à atteindre les priorités qu'ils établiraient collectivement. Leur contribution était donc celle d'informateurs de recherche, mais deviendrait plus tard celle de participants à part entière au processus de développement des communautés.

Une autre forme de participation a été considérée souhaitable : mettre à contribution les coordonnateurs des réseaux de l'IRP, l'association hôte et les autres intervenants pour l'analyse des données et la rédaction de l'ébauche du portrait de la communauté. Dans la documentation sur le développement des communautés et la recherche-action participative, cet élément fait partie du potentiel de coapprentissage de ce type de projets et peut renforcer les connaissances et les capacités des chercheurs, des employés, des organisations locales et des membres de la communauté. Cependant, dans ce cas-ci, les coordonnateurs des réseaux de l'IRP considéraient que la rédaction par un organisme crédible et réputé (l'Institut national de santé publique du Québec) était un atout important sur le plan de la crédibilité et du soutien apporté à leurs partenariats avec les établissements de santé, les municipalités et les autres organismes. Cette priorité, alliée à la difficulté de devoir travailler ensemble à distance et aux contraintes de temps des organisations communautaires, on rendu quasi impossible la participation des gens, autres que les chercheurs, à cette étape. Par conséquent, les portraits ont été rédigés entièrement par les auteurs de l'INSPQ, avec la participation partielle de la communauté.

4.2.2 Avantages pour les communautés

Lors des discussions tenues avec les coordonnateurs des réseaux de l'IRP et les directeurs d'association régionale participant à ce projet, ceux-ci ont énoncé cinq principales retombées positives du processus. D'abord, la **création de nouveaux partenariats et le renforcement de ceux qui existaient déjà**. La participation active au processus visant à dresser un portrait de la communauté a offert l'occasion aux organisations régionales représentant la population d'expression anglaise de collaborer avec leur municipalité et avec d'autres intervenants de la communauté, dont certains avec lesquels ils avaient eu peu de contacts auparavant. Ce type de projet leur ayant fourni quelque chose de concret sur quoi travailler, leur partenariat s'est donc renforcé. Par exemple, dans une communauté urbaine, le portrait a servi à créer une table de concertation intersectorielle réunissant les commissions scolaires anglophones et francophones afin de mettre en œuvre de nouveaux programmes pédagogiques.

Puis, **les coordonnateurs des réseaux de l'IRP ont été mis en contact avec des membres de la communauté qu'ils ne connaissaient pas auparavant** et qui pouvaient apporter leur aide dans la réalisation de projets à venir. Par exemple, une communauté éloignée planifie l'organisation d'une rencontre communautaire pour discuter de la vitalité et y utilisera le portrait comme outil afin de faciliter les discussions. Dans d'autres communautés, les consultations ont permis de trouver et de recruter de nouveaux bénévoles. Dans une autre communauté rurale, le réseau régional de l'IRP n'était pas en lien avec les membres de la communauté et la consultation a donné l'occasion de découvrir certains leaders du milieu et de collaborer avec eux. Dans un des endroits urbains, les anglophones n'avaient ni le sentiment d'appartenir à une communauté d'expression anglaise, ni de lieux pour se rencontrer. La consultation a procuré cet espace de rencontre.

Ensuite, comme nous l'avons mentionné précédemment, le portrait de la communauté a été perçu comme un moyen de donner **plus de crédibilité** aux réseaux de l'IRP (et par extension à la communauté d'expression anglaise). Pour les coordonnateurs des réseaux de l'IRP, le portrait constituait une validation de leur travail par un institut indépendant et reconnu. Autres facteurs accroissant la crédibilité du réseau et du processus : la participation d'un maire, d'un conseiller municipal et d'un directeur du secteur de la santé, ainsi que d'autres personnages publics. Mais « aux yeux de qui » est-ce crédible? Sur le plan du financement, des partenariats et du succès des projets axés sur la communauté, l'opinion des établissements publics est ce qui compte le plus, puisque dans le contexte du Québec, ce sont souvent eux qui distribuent les fonds pour les projets. Cependant, cette crédibilité doit aussi être perçue par les organismes communautaires et les membres de la communauté si on veut en mobiliser les membres et garantir leur collaboration.

Quatrième retombée : ceux qui participaient à l'IRP ont pu acquérir de **nouvelles compétences et connaissances**, plus précisément une méthode de réalisation d'un portrait de communauté et des techniques de collecte d'information, qui pourraient ensuite servir dans d'autres municipalités où ils travaillent. En effet, certains réseaux de l'IRP envisagent de reproduire ce processus dans d'autres communautés de leurs territoires qui, selon eux, pourraient tirer parti d'un projet similaire, ou qu'ils aimeraient mieux comprendre. Dans ces situations, le premier portrait de la communauté sert de modèle pour les autres qui vont suivre. Le portrait permet aussi de connaître une partie de l'histoire sociale, ce qui aide à comprendre la situation actuelle, et de déterminer les segments de la population qui ne sont pas rejoints (par exemple les groupes marginalisés ou exclus ou encore certains groupes d'âge).

D'autres intervenants, dont certains sont davantage associés à la communauté francophone, ont aussi acquis de **nouveaux éléments de compréhension** : les participants aux comités sur le développement des communautés, la municipalité, les organismes communautaires et les divers établissements gouvernementaux, qui ont vu cela comme une source de nouvelles connaissances sur un segment de la population qu'ils ne connaissaient peut-être pas très bien. Devenu pour eux une excellente occasion d'apprentissage, ce processus leur a permis de mieux comprendre la population d'expression anglaise de leur région, ses besoins et ses réalités, les rendant ainsi plus aptes à cibler des actions pertinentes.

4.2.3 Actions mises en œuvre

La recherche-action participative suppose nécessairement l'action, bien que la forme que peut prendre cette dernière dépende grandement du contexte. Dans ce projet, nous avons relevé divers types d'actions ayant résulté jusqu'à maintenant du processus d'élaboration des portraits de communauté.

La première série d'actions comporte la **mobilisation de la population d'expression anglaise et le recrutement de bénévoles, ainsi que l'élaboration de nouveaux projets**. Dans l'ensemble des six communautés, le réseau régional de l'IRP a présenté aux membres de ces dernières (ou prévoit le faire) les constatations découlant du portrait et discuté des étapes à venir. Ils ont aussi choisi des sous-groupes avec lesquels travailler (par exemple, les jeunes mères, les enseignants, le personnel de la bibliothèque). Par exemple, dans une communauté, on est en voie d'établir un centre de jour pour aînés et on a embauché un professeur de musique pour les jeunes, puisque l'accès aux arts et à la culture était considéré comme lacunaire. Dans une autre communauté où les gens voulaient avoir davantage accès à des activités récréatives en anglais, le spectacle d'un groupe humoristique a été présenté et d'autres activités récréatives sont en cours de planification. À cette étape, le travail en étroite collaboration avec les membres de la communauté sur de petits projets « faisables » pouvant mener à d'autres projets semble être une stratégie clé.

Le deuxième groupe d'actions suppose notamment la **collaboration avec les partenaires des établissements pour élaborer des politiques et des programmes, ou la participation à des tables de concertation intersectorielles**. Les réseaux de l'IRP et les associations régionales présentent les constatations à leurs partenaires régionaux du domaine de la santé afin de les sensibiliser davantage aux problèmes sociaux et de santé de la population d'expression anglaise. Dans une des communautés urbaines, il est possible qu'une collaboration étroite avec le CSSS entraîne, avec le temps, des changements à certaines politiques du centre de santé. Dans plusieurs cas (dans les communautés rurales et éloignées), les constatations découlant du portrait de la communauté ont contribué à l'élaboration d'un plan de développement municipal, à une politique familiale ou à une politique de municipalité amie des aînés (ou tous ces éléments à la fois). Dans les situations où les municipalités sont dévitalisées, par exemple sur la Basse-Côte-Nord, on élabore un plan pour remédier à cette situation et on crée des liens avec d'autres établissements afin de motiver la concertation.

L'information colligée dans le cadre du processus d'élaboration d'un portrait de la communauté servira également à **présenter des demandes de financement aux organismes gouvernementaux**. Non seulement le processus a-t-il aidé à déterminer les besoins et la manière d'y répondre, mais dans certains cas, il a permis de trouver les arguments à présenter dans les demandes de financement auprès des organismes avec lesquels il n'y avait pas de contact auparavant.

De façon plus générale, le portrait de la communauté servira également d'**outil pour informer et sensibiliser davantage le public**. Pour ce faire, il sera par exemple publié sur le Web. Dans la plupart des communautés, le document sera imprimé et distribué aux

partenaires et autres organismes. Tous les portraits sont disponibles sur le site Web du RCSSS (www.chssn.org) et sur un blogue créé par la responsable du projet pour fournir de l'information et des comptes rendus sur le travail accompli (<http://gccommunitydevelopment.wordpress.com/>).

Une autre série de résultats concerne la **création d'outils et de formations à l'intention de tous les coordonnateurs des réseaux de l'IRP**. Les sujets sont notamment les méthodes d'élaboration de portrait de communauté, l'évaluation, les techniques de recherche, etc.

Enfin, une autre sphère d'action concerne la **poursuite des activités de développement de connaissances grâce à la collecte d'informations sur les différents aspects de la communauté**. Comme nous l'avons mentionné précédemment, d'autres municipalités de la région envisagent la réalisation de portraits de communauté, si les ressources le permettent. Dans certains cas, le coordonnateur d'un réseau régional de l'IRP désire mener des consultations à plus petite échelle auprès de sous-groupes précis de la population, comme les jeunes, les personnes d'âge moyen, ou les jeunes mères. De plus, dans le processus de réalisation de ces portraits, plusieurs enjeux qui sont peu compris ont été portés à l'attention des coordonnateurs des réseaux de l'IRP et pourraient présenter un intérêt pour la recherche. Le simple suivi des changements survenus à la suite du processus est un aspect important de la recherche-action participative continue. Il est regrettable toutefois que cet aspect n'ait pas été systématiquement documenté, mais il pourrait l'être dans le cadre d'autres travaux.

4.3 LEÇONS SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS VISANT LES COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE AU QUÉBEC

Une troisième série de constatations concerne certaines leçons retenues au sujet du développement des communautés dans le contexte d'une communauté en situation minoritaire, dans ce cas-ci, les communautés d'expression anglaise au sein de la société majoritairement francophone du Québec. Nous avons tiré dix principales leçons de cette expérience et nous les expliquons brièvement à la lumière des six portraits de communauté que nous avons réalisés.

4.3.1 Le terme « communauté » n'a pas le même sens pour tous

Comme nous l'avons mentionné dans le *Cadre conceptuel* ci-dessus, le terme « communauté » est polysémantique et souvent utilisé pour des raisons qui peuvent être tout aussi bien politiques qu'émotives ou intellectuelles. Par conséquent, la notion de communauté renvoie à différents construits selon le contexte. À Bonne-Espérance, sur la Basse-Côte-Nord, ce que nous avons défini comme « communauté » est en fait trois villages, chacun ayant sa propre identité. Les gens ont un fort sentiment d'appartenance à leur village-communauté, mais ils s'identifient aussi fortement à la culture côtière et sont fiers d'être originaires de la Basse-Côte-Nord.

À New Carlisle, la communauté renvoie à la municipalité. Les résidents s'identifient à leur village et, dans une certaine mesure, aux francophones de la même région. Comme l'a mentionné pendant l'association régionale Committee for Anglophone Social Action

(CASA), le sentiment d'appartenance est problématique au sein des anglophones : ils ne ressentent pas la même fierté relativement à la Gaspésie et ne s'y sentent pas aussi attachés que le sont les francophones. En raison de ces facteurs combinés à la réalité économique et aux contraintes linguistiques (capacité de travailler en français), bien des jeunes quittent la région pour étudier et travailler ailleurs, voire dans une autre province.

À Sept-Îles, il y a une très petite population d'expression anglaise (environ 3 %) qui dispose de très peu d'endroits où tous peuvent se réunir. À l'exception de ceux originaires de la Basse-Côte-Nord, qui sont peu nombreux à parler français couramment, les anglophones sont bien intégrés dans la communauté francophone puisqu'ils sont en général assez bilingues. Parmi la population unilingue, bon nombre sont des aînés originaires de la Basse-Côte-Nord, et ils sont fortement liés entre eux par des activités et des intérêts communs. L'école procure aussi un lieu où les anglophones peuvent se côtoyer, bien que de nombreux parents soient francophones ou membres des Premières Nations.

À Sutton, les anglophones et les francophones sont également en lien étroit; certains segments de la population se sentent toutefois exclus du village dans lequel ils ont grandi en raison des changements sociaux, économiques et démographiques. Les anglophones ont tendance à s'identifier aux Cantons-de-l'Est, à titre de région historique et culturelle et les deux groupes linguistiques accordent beaucoup de valeur à ce passé. La « communauté » renvoie généralement à tous les membres de la collectivité peu importe la langue qu'ils parlent, mais la nécessité de services particuliers en anglais suscite néanmoins un sentiment de solidarité entre les anglophones, comme c'est le cas ailleurs.

À Laval, il semble y avoir peu de sentiment d'appartenance à la « communauté » anglophone, mais il y a certainement une « population » anglophone à la recherche d'un plus grand sens de cohésion communautaire. L'identité des gens semble plus rattachée à la communauté d'origine ethnoculturelle (par exemple juive, grecque ou italienne) qu'au groupe de langue officielle. Le groupe communautaire Agape tente de regrouper les membres de cette population—qui parlent souvent mieux anglais que français, en plus d'autres langues—autour d'enjeux communs.

À Saint-Léonard, la « communauté » renvoie à un arrondissement de Montréal qui a été jadis fondé, développé et habité principalement par des immigrants italiens. Ces gens ne s'identifient pas nécessairement à une communauté « anglophone », mais plutôt à un groupe de personnes d'origine italienne (ou autre) qui utilisent l'anglais dans leur vie de tous les jours et qui sont souvent trilingues. Leur attachement va davantage à leur communauté ethnoculturelle d'origine ainsi qu'à leur quartier.

En résumé, une communauté n'est pas toujours géographique, mais peut-être une communauté d'appartenance linguistique ou culturelle, ou encore une communauté d'intérêts. En outre, cette communauté peut être répartie sur un certain territoire, ce qui lui confère des fondements géographiques. La mesure dans laquelle les gens s'identifient à une communauté géographique ou à une communauté d'appartenance peut varier grandement, tout comme la mesure dans laquelle ils sentent qu'ils font partie intégrante d'une communauté en situation majoritaire (dans ce cas-ci, les francophones). Chaque cas est

légèrement différent et l'attention portée à ces particularités constitue une tâche importante lorsqu'on travaille avec des « communautés » définies différemment.

4.3.2 La notion de situation minoritaire varie selon le contexte

Le sentiment d'être en situation minoritaire varie d'une communauté à l'autre. Bien qu'à l'échelle provinciale, les anglophones représentent une minorité, dans certaines municipalités, ils sont en fait en majorité. À Bonne-Espérance, par exemple, presque toute la population est anglophone, ce qui est aussi le cas dans bien d'autres villages de la Basse-Côte-Nord. D'où provient donc ce sentiment d'être en situation minoritaire? Du fait d'être des anglophones unilingues (pour la plupart) dans une province francophone, mais aussi de provenir d'une région éloignée qui, de tout temps, s'est trouvée en marge du reste de la province sur les plans économique et politique. À New Carlisle aussi, les anglophones forment la majorité de la population, bien qu'ils représentent une minorité dans la région. À Sutton, par exemple, les anglophones sont devenus minoritaires avec le temps, mais le fait qu'ils y soient nombreux à être bilingues et qu'il soit assez facile d'obtenir des services en anglais réduit leur sentiment de marginalisation. Sept-Îles constitue un cas différent, puisqu'on y trouve une petite population d'expression anglaise et que son histoire est relativement récente. À Laval et à Saint-Léonard, de nombreux résidents sont en situation minoritaire à bien des égards : à titre d'anglophones, de membres d'un groupe ethnique, religieux ou culturel en situation minoritaire, de membre de minorités visibles, etc. Bien des résidents parlent français et anglais en plus, bien souvent, de leur langue maternelle.

4.3.3 Le territoire revêt un sens différent pour les groupes en situation minoritaire

Les communautés en situation majoritaire peuvent certes s'identifier facilement à leur municipalité, au territoire du CSSS, à la municipalité régionale de comté (MRC) ou à une autre communauté territoriale, mais ces divisions ne sont pas toujours significatives pour les anglophones, notamment parce qu'ils n'ont pas le sentiment que les entités qui les gouvernent (conseil municipal, conseils d'administration) représentent leur population. Cette absence de lien peut s'expliquer de diverses façons : les anglophones ne résident pas toujours dans des communautés territoriales homogènes; il se peut qu'ils soient répartis sur de vastes territoires qui ne sont pas représentés par des instances dirigeantes; il peut s'agir d'une très petite proportion de la population qui n'a pas voix au chapitre; ou peut-être s'identifient-ils à une communauté ou un arrondissement historique qui ne constitue qu'un petit segment de la municipalité. Pour la santé publique, cela signifie que les territoires de CSSS ne correspondent pas toujours à une communauté cohérente avec laquelle interagir aux fins du développement des communautés. De plus, on doit prendre en considération les identités sociales, culturelles, ethniques et linguistiques, ainsi que les différents réseaux sociaux et diverses dynamiques sociales dans les mesures de développement des communautés.

À ce sujet, voici une citation très à propos de Paule Simard (2009 [2011]) en ce qui a trait au mouvement des communautés en santé :

« Pour l'individu, l'entité politique que constitue la municipalité n'a pas toujours de sens immédiat, surtout dans les grandes villes. Pour lui, la communauté est

plutôt son milieu de vie, son espace de vie quotidienne, c'est-à-dire sa paroisse, son quartier ou son village. Ce sont donc des espaces géographiquement définis, reconnus comme signifiants par les citoyens, mais dont les contours demeurent parfois flous et ne correspondent pas nécessairement aux limites formelles des structures administratives organisant le territoire. Il faut par ailleurs souligner que chaque individu appartient en fait à plusieurs communautés, géographiques ou d'intérêt, qui s'interpénètrent et se recoupent ».

4.3.4 Le Québec abrite diverses communautés d'expression anglaise

Comme l'illustrent les six portraits de communautés, les communautés d'expression anglaise au Québec sont différentes les unes des autres à bien des points de vue : leurs origines (îles Anglo-Normandes, loyalistes, Italiens, Juifs, Grecs, Asiatiques du sud, Africains, etc.); leur langue (l'anglais est parfois leur langue maternelle, mais d'autres n'utilisent une des langues officielles que pour communiquer en dehors de leur groupe). Pour certaines, leurs membres parlent anglais à la maison et d'autres parlent plusieurs langues. Leurs sentiments d'appartenance et d'identité sont tout aussi divers, les membres de ces communautés s'identifient différemment : d'expression anglaise, anglophones, Italo-Canadiens, côtiers, etc. Leurs réalités géographiques (région éloignée, isolée, rurale, petite ville, grande ville éloignée, quartier urbain, ville de banlieue) et leurs conditions économiques sont aussi très différentes. Le mythe désuet et prédominant du Québécois anglophone (Blanc anglo-saxon et protestant dans les cas les plus stéréotypés) occulte ces réalités. Il est également important de souligner que dans bien des cas, des similarités dans le mode de vie, l'historique, les conditions socioéconomiques, notamment, créent des liens entre les membres de la population d'expression anglaise et d'expression française d'une même région (Gaspésiens, côtiers, citoyens des Cantons-de-l'Est, etc.).

4.3.5 Malgré cette diversité, les lieux d'activités communautaires sont souvent semblables

Les communautés d'expression anglaise présentent certes toutes ces différences, mais leur vie communautaire s'articule souvent autour des mêmes lieux : écoles, églises, centres d'apprentissage communautaires, clubs (Légion, Club Lion, institut féminin, etc.) et organismes communautaires. Hors de Montréal, les grands établissements qui desservent la population d'expression anglaise sont moins nombreux. Les petites entités locales jouent donc un rôle vital dans la vie communautaire de cette population. Bien que ce soit sans doute aussi le cas pour les francophones, lorsque la population d'expression anglaise est très petite, il se peut que l'église et l'école soient les seuls endroits où se côtoyer.

4.3.6 Les organismes communautaires jouent un rôle crucial dans le développement des communautés

Pour les organisateurs communautaires et les autres professionnels des services de santé et des services sociaux, il est important de garder à l'esprit que la municipalité n'est pas nécessairement le meilleur point de contact ou la meilleure structure pour mettre en œuvre le développement des communautés, pas plus d'ailleurs que le CSSS. Les organismes communautaires qui représentent les groupes d'expression anglaise semblent être le point

de contact naturel et logique pour les initiatives de développement des communautés; ensuite, des partenariats et des liens peuvent être établis avec les municipalités et les autres organismes comme le Centre local de développement (CLD) ou la Conférence Régionale des Élus (CRÉ). Les municipalités et les CSSS ont besoin de créer des liens avec ces organismes dans le cadre de leur collaboration avec les communautés d'expression anglaise si ces liens n'existent pas déjà.

4.3.7 Les Québécois d'expression anglaise ont des besoins différents de ceux de la majorité francophone sur le plan des services sociaux et de santé

À divers degrés selon le contexte, les Québécois d'expression anglaise ont des besoins différents de ceux de la majorité francophone sur le plan des services sociaux et de santé. Lorsque le taux d'exode et de vieillissement ainsi que le niveau d'éducation et de revenus sont différents de ceux de la majorité francophone, comme c'est souvent le cas, les besoins sur le plan des services sociaux et de santé ne sont pas les mêmes. Il y a fort à parier que les anglophones n'utilisent pas les services francophones, ainsi il faudra davantage de démarches pour les rejoindre.

Encore une fois, certains mythes désuets peuvent empêcher l'élaboration de réponses adéquates à ces besoins. Les statistiques montrent que les gains et les avantages traditionnels des Québécois d'expression anglaise se sont érodés ces dernières années tandis que ceux des francophones ont progressé (par exemple sur le plan de l'espérance de vie, du revenu ou du niveau d'éducation) (Lussier, 2012).

4.3.8 Les disparités socioéconomiques sont plus marquées chez les anglophones que chez les francophones

Une recherche récente (INSPQ, 2012) montre qu'en général, dans la province, les anglophones affichent un écart de revenu plus important que les francophones et cet écart est plus marqué chez les hommes à Montréal. Les revenus moyens des anglophones sont plus élevés que ceux des francophones, mais la distribution des richesses est plus inégale. En fait, une plus grande proportion d'anglophones vit sous le seuil de faible revenu, comparativement aux francophones, et le fossé s'élargit. En dehors des grands centres, les anglophones ont des résultats défavorables pour la plupart des indicateurs socioéconomiques, mais l'écart entre riches et pauvres est moins grand qu'en milieu urbain. Il est facile de percevoir que les liens sociaux au sein des communautés peuvent être difficiles lorsque les disparités socioéconomiques sont grandes, et quand on est en présence de multiples contextes sociaux, ethniques, religieux et culturels. Les initiatives de développement des communautés se heurtent donc à des obstacles précis en lien avec ce possible manque d'homogénéité parmi les « anglophones ».

4.3.9 Les stratégies de développement des communautés doivent s'adapter à ces réalités

Les stratégies en développement des communautés incluent en général l'engagement et la participation citoyenne, la concertation intersectorielle, les politiques favorables à la santé et le renforcement des capacités. Trois raisons peuvent faire en sorte que la **participation**

constitue une difficulté : la forte proportion d'aînés parmi la population d'expression anglaise, le taux élevé d'exode des jeunes et, parallèlement, le manque de bénévoles. Cela a été étayé dans d'autres rapports, comme les travaux de Nathalie Kischuk (2010) sur les Cantons-de-l'Est. On ne peut pas tenir pour acquis qu'une large proportion de la population peut être mobilisée ni que les populations d'expression anglaise et française sont similaires.

En outre, le temps qu'il faut pour stimuler la mobilisation est un obstacle constant pour bien des groupes concernés par le développement des communautés. Même les consultations communautaires qui exigent peu de participation peuvent être pénibles lorsque les gens ont le sentiment d'avoir déjà donné leur avis de bien d'autres manières (sondages, questionnaires, groupes de discussions, etc.). Des observations similaires concernant les difficultés de maintenir un engagement et une intention claire ont été soulevées lors de la Community Search Conference tenue dans les Cantons-de-l'Est (de Guerre *et al.*, 2011).

Sur le plan de la **concertation intersectorielle**, il se peut que les organismes d'expression anglaise n'aient pas de mal à se concerter d'un secteur à l'autre, mais la difficulté demeure l'établissement du lien entre les anglophones et les établissements et organismes francophones majoritaires. La concertation entre les organismes des secteurs communautaire et public peut se révéler difficile, tout simplement parfois par manque de connaissance mutuelle. Dans certains cas, les positions politiques peuvent gêner les partenariats, par exemple si les établissements francophones s'opposent par idéologie à l'idée d'offrir des services en anglais, ou si les anglophones sont perçus comme privilégiés et autosuffisants (Blumel et Ravensbergen, 2011).

La conception de **politiques favorables à la santé publique** peut être ardue lorsque la communauté d'expression anglaise n'a pas établi de bons liens avec les structures gouvernementales (qu'elles soient municipales, régionales ou provinciales), mais lorsque ces liens existent et que la communauté est de petite taille, cette tâche peut se révéler vraiment facile. La différence est frappante entre les petites villes où les anglophones font partie de la structure municipale depuis longtemps et les grandes villes où ils ne représentent qu'une petite proportion de la population. Dans le premier cas, il y a souvent des conseillers municipaux anglophones et la municipalité est accessible, car les gens se connaissent. Dans le deuxième cas, il faudra davantage de sensibilisation ainsi que du temps et des ressources pour établir des liens.

Le renforcement des capacités fait partie intégrante du développement des communautés et le processus d'élaboration du portrait a permis aux groupes d'apprendre à mieux connaître la communauté, et à cette dernière d'identifier des enjeux et planifier les actions futures. Certes, il faut réaliser le portrait de la communauté en collaboration avec les groupes et les gens sur place si on veut renforcer les capacités. Il importe aussi de mentionner que les connaissances sont non seulement transmises par les chercheurs et les « experts » aux membres de la communauté locale ou aux employés des organismes locaux, mais aussi, fait important, dans l'autre sens. Décidément, les connaissances de la communauté ou du « terrain » sont aussi importantes que les connaissances universitaires ou statistiques et permettent d'acquérir une compréhension à la fois courante et en profondeur au sujet de la

communauté lorsqu'on les met en correspondance avec d'autres types de données. Ce projet a vu les capacités et les connaissances de toutes les parties concernées s'améliorer.

4.3.10 Le renforcement des capacités doit servir à une communauté de pratique

Idéalement, le renforcement des capacités doit être utile à une communauté de pratiques, et non pas uniquement aux communautés dont le portrait a été réalisé. Ces dernières ont certes profité du processus de réalisation du portrait de la communauté, mais l'intention était que les leçons retenues et les outils créés profitent à l'ensemble du réseau du RCSSS. À cette fin, plusieurs moyens ont été mis en œuvre : un blogue intitulé *Quebec Community Development*, un document sur la méthode de réalisation d'un portrait de communauté, des documents sur les techniques de recherche et les séances de formation. Il s'agit d'un objectif permanent qui requiert des occasions et des approches innovatrices pour diffuser les connaissances parmi des groupes variés qui travaillent sur des thèmes similaires.

CONCLUSION

Le projet qui fait l'objet du présent rapport faisait partie d'une initiative visant à approfondir les connaissances sur les populations d'expression anglaise au Québec. Il porte sur le développement des communautés, tel qu'il est pratiqué dans le secteur de la santé publique au Québec, c'est-à-dire un développement qui vise à agir sur les déterminants de la santé et à réduire les inégalités sociales de santé grâce au renforcement du pouvoir d'agir des citoyens et des communautés par l'intermédiaire de stratégies telles que la concertation et le partenariat, l'action intersectorielle et la mobilisation citoyenne. Une approche de recherche-action participative a été adoptée afin de générer des connaissances pertinentes sur les communautés d'expression anglaise au Québec et d'acquérir simultanément une meilleure compréhension de ces dernières, tout en fournissant des outils et de la formation à l'intention du réseau provincial des « initiatives de réseautage et de partenariat ». En fin de compte, ce projet vise à explorer comment l'approche en développement des communautés pourrait prendre en compte les réalités des groupes en situation minoritaire tels que les communautés d'expression anglaise au Québec. En d'autres termes, que pouvons-nous apprendre au sujet du développement des communautés en travaillant avec les communautés d'expression anglaise au Québec?

Six communautés situées dans différentes régions de la province, et représentant des réalités socioéconomiques, démographiques et géographiques très diverses ont été choisies pour prendre part au projet. Nous avons réalisé le portrait de chacune de ces communautés et les membres en ont établi les priorités d'action. En outre, ces portraits ont fourni à partir de la base une description détaillée d'un petit nombre de communautés, illustrant ainsi la diversité des communautés d'expression anglaise au Québec. Ce survol peut contribuer à nuancer les perceptions généralement admises au Québec concernant les anglophones et les communautés auxquelles ils appartiennent, comme le fait qu'ils soient généralement d'origine britannique, riches et scolarisés et que leurs communautés soient autosuffisantes et dotées de leurs propres établissements. Bien que cela puisse être le cas de certains anglophones de la province, ce tableau ne représente pas adéquatement les nombreuses sous-communautés multiculturelles et multiraciales, situées en particulier dans la région de Montréal. Puisque bien des Québécois d'expression anglaise ont quitté la province au cours des dernières décennies et que de nouveaux immigrants sont arrivés au Québec (dont certains parlent anglais), cette diversité n'a fait que s'accroître au fil du temps. Sur le plan socioéconomique, les réalités varient aussi grandement selon la région et l'histoire, puisqu'on trouve à la fois richesse et pauvreté parmi les anglophones; en fait, les disparités socioéconomiques sont plus grandes parmi les anglophones de la grande région de Montréal en particulier.

Le projet a été conçu comme un processus de recherche-action participative, dans lequel la participation a pris diverses formes au fil du temps. En mettant en branle le processus de réalisation des portraits de communautés, le personnel du RCSSS, les coordonnateurs des réseaux de l'IRP et le personnel des organismes hôtes régionaux ont pris part à la sélection des communautés et à l'animation du travail de collaboration avec ces dernières. Dans chacune d'elles, nous avons organisé des rencontres entre les chercheurs et les divers intervenants locaux pour les informer du projet, pour déterminer les objectifs et les intérêts

communs et pour regrouper l'information existante. Ces intervenants provenaient notamment de divers secteurs : municipalité, services de santé et services sociaux, organismes communautaires et organismes de développement économique et de création d'emploi. D'autres membres pertinents de la communauté ont également été inclus à cette étape.

La participation a également inclus des membres de la communauté qui ont assisté à une consultation communautaire leur permettant de discuter de diverses facettes de leur milieu : ses forces et ses défis ainsi que la vision d'avenir. Par la suite, nous avons présenté le portrait de la communauté à cette dernière et des priorités d'actions ont été définies. Ainsi, les membres de la communauté ont pu jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de certaines des idées qui ont émergé de ces échanges. L'ampleur de cette mise en œuvre reste à voir, mais il n'en demeure pas moins que tout au long du processus, il a été difficile de rejoindre l'ensemble de la communauté, puisque les personnes les plus marginalisées (en raison souvent de leur situation socioéconomique) n'avaient pas tendance à participer. Des moyens autres que les consultations communautaires répondraient peut-être mieux à l'objectif d'inclure les membres de la communauté qui sont moins susceptibles de participer à ce type d'activités et de parler en public.

Dans la littérature académique sur la recherche-action participative, la participation suppose aussi que des membres de la communauté et d'autres intervenants prennent part à la collecte, à l'analyse et à l'interprétation des données. En raison des difficultés du travail à distance avec les six communautés simultanément, ainsi que le peu de temps dont les employés des organismes communautaires disposent, c'est principalement l'équipe de recherche qui a réalisé ces étapes. En ce sens, il a été difficile d'atteindre un niveau de participation « idéal », tel qu'il est défini dans la littérature scientifique.

Tout de même, bien que le processus n'ait pas été aussi participatif qu'on l'aurait souhaité, les avantages sont très positifs. Les coordonnateurs des réseaux de l'IRP et les directeurs d'association régionale ont pu créer de nouveaux partenariats et renforcer ceux qui existaient déjà. En outre, le projet leur a fourni des éléments concrets qui ont facilité leur collaboration et le processus de réalisation des portraits de communauté a fourni aux membres de celles-ci l'occasion de se côtoyer et a permis aux coordonnateurs des réseaux de l'IRP de rencontrer certains membres de la communauté pour la première fois. Le portrait de communauté a été perçu comme un moyen de donner plus de crédibilité aux réseaux de l'IRP (et par extension à la communauté d'expression anglaise), ce qui a facilité la création de partenariats, les demandes de financement et la mobilisation des membres. Les employés de l'IRP ont aussi pu acquérir de nouvelles compétences et connaissances (en particulier une méthode de réalisation d'un portrait de communauté et des techniques de collecte d'information), qui pouvaient ensuite être utiles dans d'autres municipalités de leur région. De même, les participants aux comités locaux, la municipalité, les organismes communautaires et les divers établissements gouvernementaux ont acquis une meilleure compréhension de la population d'expression anglaise de leur région.

Les portraits de communauté réalisés aux fins du projet constituent six exemples de diversité. Toutes ces communautés sont différentes les unes des autres. Bonne-Espérance, située sur la Basse-Côte-Nord du Saint-Laurent, est une collectivité éloignée aux prises avec

divers défis liés à la distance qui la sépare du reste de la province, au peu de débouchés sur les plans de l'emploi et des possibilités d'apprentissage et à sa population presque entièrement unilingue. Sept-Îles est aussi éloignée, mais puisqu'il s'agit d'une ville plus grande, elle présente une gamme de services et un accès plus facile au reste de la province. Sa proportion de 3 % d'anglophones est aux prises avec des difficultés principalement liées aux possibilités d'apprentissage postsecondaire, à la création d'un sentiment d'appartenance à la population d'expression anglaise et à la nécessité d'offrir des services aux aînés unilingues.

Deux des communautés sont considérées comme rurales : New Carlisle, en Gaspésie, et Sutton, dans la région historique des Cantons-de-l'Est. Toutes deux comptent une importante proportion d'anglophones qui sont pour la plupart des descendants des loyalistes et autres immigrants. New Carlisle est loin des centres urbains et doit faire face à des difficultés sur le plan des débouchés économiques et des possibilités d'apprentissage, tandis que Sutton est tout près de Montréal et affiche un niveau de vie relativement élevé, bien qu'on y trouve des îlots de pauvreté parmi les anglophones.

Les deux dernières communautés se trouvent en milieu urbain : Saint-Léonard, dans l'est de Montréal, et la ville de Laval. Encore une fois, hormis le fait d'être situées dans la région de Montréal, ces deux communautés sont très différentes. Historiquement, Saint-Léonard est une communauté italienne dotée de structures institutionnelles fortes et où le sentiment d'appartenance à la communauté est fort. Bien des anglophones connaissent le français en plus souvent d'une troisième langue. Ce quartier connaît bien des changements au fur et à mesure que de nouveaux résidents s'y installent et que la composition de la communauté se modifie. Laval compte une population d'expression anglaise grandissante et très diversifiée qui comporte bon nombre de jeunes. Cela constitue un défi de créer un sentiment d'appartenance parmi cette population et de trouver des lieux pour que les membres se côtoient. Les membres de la communauté d'expression anglaise sont préoccupés par l'accès aux services dans leur langue et par leur inclusion dans les nombreux débouchés économiques de cette ville dynamique.

Ces six communautés mettent en évidence les différentes réalités et difficultés auxquelles les anglophones de la province font face. Bien que certaines localités rurales et éloignées soient depuis toujours des communautés d'expression anglaise – principalement d'origine anglo-saxonne – les communautés urbaines de la région de Montréal sont composées d'une importante proportion de nouveaux immigrants et d'immigrants de longue date dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Les membres de la communauté ont donc mentionné des difficultés très variées et il se pourrait très bien que leurs voisins francophones soient aux prises avec les mêmes.

À Bonne-Espérance et à New Carlisle, les anglophones ont une préoccupation en commun, soit celle de l'exode (temporaire ou permanent), en particulier celui de leurs jeunes. Ils cherchent des moyens de ramener ces derniers dans la région afin de renforcer le tissu social et de contribuer à la vitalité de la communauté. Puisque les possibilités d'apprentissage postsecondaires sont peu nombreuses en Gaspésie, sur la Côte-Nord et sur la Basse-Côte-Nord, bien des jeunes doivent quitter leur région afin de poursuivre leurs

études et certains s'établissent en permanence ailleurs que là où ils ont grandi. Ce n'est pas le cas des jeunes de la région de Montréal et cela est aussi moins vrai dans les Cantons-de-l'Est.

La dynamique linguistique diffère également d'une communauté à l'autre, mais ces dernières se soucient toutes de veiller à ce que les jeunes deviennent aussi bilingues que possible afin qu'ils puissent tirer parti des débouchés scolaires et économiques et avoir les capacités voulues pour vivre au Québec. Dans les communautés où les jeunes ont tendance à être bilingues, comme Sept-Îles et Saint-Léonard, leur sentiment d'appartenance à une communauté d'expression anglaise peut être faible et il peut se révéler difficile de les inciter à s'engager dans des activités au profit de cette communauté. La diversité ethnique et culturelle des communautés urbaines peut aussi avoir cet effet, créant un milieu où les gens d'identifient davantage à leur communauté ethnoculturelle qu'à un groupe linguistique officiel. Les écoles peuvent être un véhicule servant à créer ce sentiment d'appartenance à une culture commune; cependant, ce ne sont pas tous les anglophones qui peuvent envoyer leurs enfants à l'école anglaise ou qui désirent le faire, dans certains cas justement parce qu'ils veulent que leurs enfants parlent couramment le français.

Une autre préoccupation a trait aux soins de plus en plus grands à prodiguer aux aînés. À l'exception assez remarquable de Laval, ces communautés comptent une grande proportion d'aînés parmi leur population d'expression anglaise et les services offerts en anglais sont souvent insuffisants pour répondre aux besoins de ces derniers.

Ce projet permet de tirer plusieurs leçons au sujet des projets de développement des communautés. La première étant que le terme « communauté » ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Il peut s'agir d'un sens fondé sur la géographie qui réfère à une municipalité, un village, une ville ou un territoire constitué au fil de l'histoire. Il peut aussi s'agir d'une communauté d'identité linguistique ou culturelle. La mesure dans laquelle les gens s'identifient à une communauté géographique ou à une communauté d'appartenance peut varier grandement, tout comme la mesure dans laquelle ils sentent qu'ils font partie intégrante de la majorité (dans cas-ci, les francophones). Les communautés sont également trop souvent perçues comme des unités homogènes qui ne sont pas stratifiées selon le sexe, la classe sociale ou l'ethnicité, mais il n'en demeure pas moins que la stratification sociale est une réalité qui doit être prise en considération dans le travail en développement des communautés. De même, il importe de garder à l'esprit que les communautés ne sont pas isolées des grands courants sociaux, politiques et économiques.

Le sentiment d'appartenance à une minorité prend des sens différents selon le contexte. Bien que les groupes ayant pris part à ce projet étaient des groupes d'expression anglaise en situation minoritaire, dans certains cas, ils constituaient la majorité de la population locale. Dans les endroits éloignés, le sentiment de minorité peut davantage être lié au fait de se trouver en marge sur les plans géographique, économique et politique. Dans les contextes multiculturels, ce sentiment peut être davantage lié à l'appartenance à un groupe ethnique, religieux ou culturel, à la couleur de la peau ou à la capacité de communiquer en français ou en anglais. Le territoire revêt aussi un sens différent pour les groupes minoritaires, puisqu'il se peut que les divisions géographiques des établissements de la majorité (comme les

territoires du CSSS, des MRC ou les municipalités) ne concordent pas très bien avec celles des endroits où se trouvent les communautés d'expression anglaise ou d'autres minorités.

Comme l'illustrent les six portraits de communautés, les communautés d'expression anglaise au Québec sont différentes les unes des autres à bien des points de vue : leurs origines, leur langue maternelle, leur sentiment d'appartenance et leur identité, leurs réalités géographiques et leurs conditions économiques. Dans certains cas, il se peut que leurs membres aient plus en commun avec leurs voisins francophones qu'avec les anglophones de l'extérieur de leur région. Cependant, dans bien des contextes, les lieux d'activités communautaires demeurent les écoles, les églises, les centres d'apprentissage communautaires, les clubs et les organismes communautaires. En fait, les organismes communautaires locaux qui représentent les groupes d'expression anglaise semblent être les points de contact naturels et logiques pour les projets en développement des communautés (plutôt que les municipalités et les centres de services de santé et de services sociaux, par exemple).

Il est important de garder à l'esprit la situation particulière des Québécois d'expression anglaise. Par exemple, puisqu'il y a souvent des différences entre les anglophones et les francophones sur le plan du taux d'exode, du vieillissement, des revenus et de l'instruction, les besoins des anglophones quant aux services de santé et services sociaux ne sont pas les mêmes. De plus, les disparités socioéconomiques sont plus marquées parmi les Québécois d'expression anglaise que parmi ceux d'expression française; en d'autres termes, ceux-ci sont plus susceptibles de se trouver aux deux extrémités du spectre et une plus grande proportion d'anglophones vit sous le seuil du faible revenu comparativement aux francophones. Les initiatives de développement des communautés se heurtent donc à des obstacles précis en lien avec ce manque éventuel d'homogénéité parmi les « anglophones ». Les stratégies en développement des communautés doivent être adaptées à ces obstacles à la participation, à la concertation intersectorielle et au renforcement des capacités qui découlent des réalités démographiques et socioéconomiques des communautés d'expression anglaise.

Dans ce projet de recherche-action participative auprès des communautés d'expression anglaise au Québec, les leçons retenues appellent à une approche adaptée et sensible en développement des communautés fondée sur un travail de proximité auprès des communautés. Les chercheurs qui s'intéressent à cette approche pourraient notamment mener des recherches ancrées sur la communauté qui font la lumière sur la complexité de cette dernière ainsi que sur la diversité qui y est présente, tout en portant attention aux grandes influences sociales, politiques et économiques qui modèlent les conditions locales. De cette manière, on peut contribuer à une meilleure compréhension des nuances de communautés spécifiques tout en contribuant à l'évaluation des besoins, des atouts et des moyens de renforcer le pouvoir d'agir des individus et des communautés auxquelles ils appartiennent.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agence de Santé et des Services Sociaux, Direction de Santé Publique, Caractéristiques démographiques, sociales et économiques de la communauté d'expression anglaise à Laval, 2010.
- Auger, Nathalie, Alison L. Park, Sam Harper, Francophone and Anglophone perinatal health : temporal and regional inequalities in a Canadian setting, 1981–2008, 2012, « International Journal of Public Health », publié en ligne (doi :10.1007/s00038-012-0372-y).
- Bauman, Zygmunt, Liquid Times : Living in an Age of Uncertainty, Cambridge, 2007, Polity Press.
- Blumel, Sarah et Frances Ravensbergen, IN THE KNOW : A look at the preliminary results of a study on the relationship between community groups serving the English-speaking, bilingual and ethno-cultural communities of the Quebec and the Government of Quebec, 2011, « Revue d'études des Cantons-de-l'Est/Journal of Eastern Townships Studies » no 36.
- Born, Paul, Creating Vibrant Communities : How Individuals and Organizations from Diverse Sectors of Society are Coming Together to Reduce Poverty in Canada, Toronto , BPS Books, 2008.
- Bourque, Denis et Louis Favreau, Le développement des communautés et la santé publique au Québec, 2003, « Service social », vol. 50, no 1, p. 295-308.
- Mercier, Clément et Denis Bourque, Approches et modèles de pratiques en développement des communautés, Cahier 1207, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, 2012.
- Bowd, R., A. Özerdem, DG Kassa, A Theoretical and Practical Exposition of "Participatory" Research Methods, Özerdem, A., Bowd, R. (éditeurs), 2009, « Participatory Research Methodologies – Development and Post-Disaster/Conflict Reconstruction, Farnham (Angleterre), Ashgate Publishing Limited.
- Caldwell, Gary, L'histoire des 'possédants' anglophones au Québec, « Anthropologie et sociétés », vol. 2 no 1, p. 167-182, 1978.
- Cargo, M., Mercer, SL., The Value and Challenges of Participatory Research : Strengthening Its Practice, 2008, « Annual Review of Public Health », no 29, p. 325-50.
- Chrisman, Noel, Community Building for Health, chez Stanley E. Hyland (éd.), 2005, « Community Building in the Twenty-First Century », School of American Research Press.
- Committee for Anglophone Social Action (CASA), A Portrait of English-Speaking Community of the Gaspé Coast, 2010, disponible en ligne : www.casa-gaspe.com.
- Réseau communautaire de santé et de services sociaux, A Community Guide to the Population Health Approach, 2003, www.RCSSS.org

Réseau communautaire de santé et de services sociaux, Prospectus, 2004,
www.RCSSS.org

Réseau communautaire de santé et de services sociaux, Rapport de données de base 2008-2009, Profils démographiques régionaux des communautés d'expression anglaise avec comparaison des données des recensements de 1996 et de 2006 du Canada,
www.RCSSS.org

Réseau communautaire de santé et de services sociaux, Priorités d'investissement 2009-2013, www.RCSSS.org

Réseau communautaire de santé et de services sociaux, Socio-Economic Profiles of Quebec's English-Speaking Communities, 2010.

Réseau communautaire de santé et de services sociaux, Socio-Economic Profiles of the English-speaking Visible Minority Population by CSSS Territory in the Greater Montreal Area, 2006, 2012

Corbeil, Jean-Pierre, Brigitte Chavez et Daniel Pereira, Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les anglophones du Québec, Statistique Canada, numéro du catalogue 89-642-X, 2010 (disponible en ligne).

Côté, Jocelyne, Le développement communautaire dans la MRC Le Rocher-Percé vu par les acteurs sociaux locaux. Rapport de recherche, Gaspé, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2009.

de Guerre, Donald W., Rachel Garber et Daniel Seguin, Eastern Townships Community Search Conference, 2011, « Revue d'études des Cantons-de-l'Est/Journal of Eastern Townships Studies », no 36, p. 97-118.

Dubé, Nathalie et Claude Parent, L'État de santé et de bien-être de la population de la Baie-des-Chaleurs. Évolution, situation actuelle, comparaison avec le Québec, Direction de santé publique, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2007, 114 pages.

Hall, Budd L., From Margins to Center? The Development and Purpose of Participatory Research, 1992, « The American Sociologist », vol. 23, no 4, p. 15-28.

Institut de la Statistique du Québec, Bulletin Régional, 2009.

Institut national de santé publique du Québec, La santé des communautés : perspective pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés. Québec, INSPQ, 2002, 46 p.

Institut national de santé publique du Québec en collaboration avec le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Portrait de santé du Québec et de ses régions, 2006.

Institut national de santé publique du Québec, La connaissance et l'utilisation de la langue anglaise par les professionnels de la santé et des services sociaux au Québec, 2011.

Institut national de santé publique du Québec, La situation socioéconomique des anglophones du Québec, 2012.

- Institut national de santé publique du Québec, L'effet de l'environnement bâti sur l'activité physique, l'alimentation et le poids, 2010.
- Israel, Barbara A., Eugenia Eng, Amy J. Schulz, Edith A. Parker (Éd.), *Methods for Community-Based Participatory Research for Health*, San Francisco, 2005, Jossey-Bass.
- Jedwab, Jack, *The Deeper Diversity of Quebec's English-Speaking Community : A Portrait of Quebec's Ethnocultural and Ethnoracial Anglophones*, 2010, « *Canadian Diversity* », vol. 8, no 2, p. 6-12.
- Kischuk, Nathalie, *Health determinants and health promotion in the English-speaking community of the Eastern Townships*, rapport non publié produit pour l'Association des Townshippers, 2010.
- Maynard, Hugh, *Models and Approaches for Community Development in the English-Speaking Communities of Quebec*, rapport produit pour le Quebec Community Groups Network, 2007.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) (Gouvernement du Québec), « Programme national de santé publique », 2003; 2008.
- Minkler, Meredith et Nina Wallerstein (éd.), *Community-Based Participatory Research for Health : From Process to Outcomes*, San Francisco, Jossey-Bass, 2008.
- Parenteau, Philippe, Marie-Odile Magnan et Caroline V. Thibault, *Portrait socio-économique de la communauté anglophone au Québec et dans ses régions*, 2008, Institut national de la recherche scientifique, « *Urbanisation Culture et Société* », Québec, 248 pages.
- Pocock, Joanne et Brenda Hartwell, *Profile of the English-speaking Community in the Eastern Townships*, Association des Townshippers, 2010.
- Richardson, Mary, *Exploratory community-based action research : balancing research and action for community development*, 2012, « *Revue d'études des Cantons-de-l'Est/Journal of Eastern Townships Studies* », no 38, p. 69-78.
- Richardson, Mary, Joëlle Gauvin-Racine, Shirley Jobson, Nathalie Sasseville, Paule Simard, *What Do "Participation" And "Action" Really Mean In Participatory Action Research? Some Observations From A Community Development Project With Minority English Speaking Communities In Quebec*, à paraître, « *Revue d'études des Cantons-de-l'Est/Journal of Eastern Townships Studies* ».
- Schensul, Jean J., *Strengthening Communities Through Research Partnerships for Social Change*, 2005, dans Stanley E. Hyland (éd.), « *Community Building in the Twenty-First Century* », School of American Research Press.
- Simard, Paule, *Villes et villages en santé--le concept*, 2011 (2009), pages 161-183, dans Roger Lachance, « *L'obsession du citoyen, Réseau québécois de Villes et Villages en santé* ». (Pour commander, voir : www.rqvvs.qc.ca)
- Simard, Paule, et al., *La recherche participative en promotion de la santé au Canada francophone*, GRIPSUL, Gouvernement du Canada, 1997, 74 pages.

Statistique Canada, New Carlisle, Québec, 2007 (Code2405040); Profils des communautés de 2006, « Recensement de la population de 2006 », numéro de catalogue de Statistique Canada : 95-591-XWE, Ottawa, publié le 13 mars 2007.

Organisation des Nations Unies, *Social Progress Through Community Development*, 1955.

Ville de Montréal, Profil sociodémographique : Arrondissement de Saint-Léonard, 2009.

Ville de Montréal, Arrondissement de Saint-Léonard, Profil de la Population de 65 ans et plus.

Wheatley, Margaret J. et Deborah Frieze, *Walk Out Walk On : A Learning Journey into Communities Daring to Live the Future Now*, San Francisco, Berrett-Koehler Publishers, 2011.



EXPERTISE
CONSEIL



INFORMATION



FORMATION

www.inspq.qc.ca



RECHERCHE
ÉVALUATION
ET INNOVATION



COLLABORATION
INTERNATIONALE



LABORATOIRES
ET DÉPISTAGE

Institut national
de santé publique

Québec

